

OFIS store Shopping. No limit.

Ordinateur GX 760 + Imprimante HP 1515

145.000 CFA

STOCK LIMITÉ

LibreOffice + Antivirus Microsoft Offers

01 600 00 00 | Bd Sassou Nguesso, MPILA (En diagonale CFAO)

LA SEMAINE AFRICAINE



www.lasemaineafricaine.net

N° 3536 du Mardi 13 Octobre 2015 - 64^e Année - Siège Social: Bd Lyautey - Brazzaville - B.P.: 2080 - CONGO: 500 F. CFA - FRANCE: 1,75 Euro - Tél.: (242) 06.678.76.94 / 05.528.03.94 / 06.889.98.99 - E-mail: lasemaineafricaine@yahoo.fr

Archidiocèse de Brazzaville

Trois ordinations diaconales ont marqué l'ouverture de l'année pastorale



Les trois diacres ordonnés par Mgr Anatole Milandou (P.9).

Journée mondiale de la contraception

Les jeunes filles informées sur l'importance de la planification familiale

(P.8)

Journée mondiale de la poste

Réfléchir aux facteurs de succès pour l'avenir de la poste



Une vue des opérateurs de service de la poste.

(P.3)

Référendum constitutionnel

Les forces du changement de la Constitution ont lancé la campagne du «oui» par un méga-meeting à Brazzaville

(P.3)



C.n.r (Conseil national des Républicains)

Frédéric Bintsamou dit non au référendum et au changement de Constitution

(P.4)

Conférence internationale sur les guichets uniques

Le rôle des guichets uniques dans l'implémentation des accords de l'O.m.c

(P.8)



De g. à d. Hellot Matsou Mampouya, Rodolphe Adada et Euloge Landry Kolélas.

Journée mondiale des enseignants

Renforcer le rôle des enseignants pour bâtir des sociétés durables

(P.13)



Séjournes à Pointe-Noire, sans dormir n'importe où ! Choisissez OKEN PALACE HOTEL



Situé à Pointe-Noire, hôtel à 5 étoiles. Located in Pointe-Noire, 5-star hotel.



BP 06 Cité du Djoué
Brazzaville CONGO

AVIS D'APPEL D'OFFRES AFRO/051/2015

RECRUTEMENT D'UNE ENTREPRISE CHARGÉE DE L'EXECUTION DES TRAVAUX DE RENOVATION DE LA « SALLE CONFERENCE N°1 » DU BUREAU REGIONAL POUR L'AFRIQUE DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE, A BRAZZAVILLE, REPUBLIQUE DU CONGO

Le Bureau régional pour l'Afrique de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) qui est basé à Brazzaville, République du Congo, dispose d'une (1) salle de conférence pouvant accueillir jusqu'à trois cent cinquante (350) personnes. Cette salle de conférence, qui a été construite il y a plus de 30 ans, est actuellement dans un état de détérioration progressive. Suite à la croissance exponentielle de la technologie et des normes internationales, cette salle n'est plus adaptée pour les conférences internationales. En conséquence, l'OMS/AFRO a lancé un projet de « Rénovation de la Salle Conférence N°1 ». Ce projet vise à remédier aux lacunes observées dans les domaines suivants:

- conception interne ;
- air conditionné;
- system de sonorisation;
- éclairage;
- audio-visuel ;
- Meubles et revêtement;
- installations sanitaires;
- espace de stockage des équipements; et
- system informatique et communication.

La rénovation envisagée permettra à la Salle « Conférence N°1 » de répondre aux normes internationales.

Le Bureau Régional pour l'Afrique de l'OMS désire recruter une

entreprise qui sera chargée de l'exécution des travaux de rénovation de cette salle. Le présent appel d'offres a pour but de permettre au Bureau régional de sélectionner une entreprise compétente pour un accord contractuel pour :

- l'exécution des travaux de rénovation de la salle de conférence no.1 du Bureau régional pour l'Afrique à Brazzaville, y compris les espaces connexes (Toilettes, magasin, hall et réception, auvent, portes du couloir, Logo OMS) ;
- la dépose et l'entreposage du matériel à réutiliser ; et
- la dépose et l'évacuation des déchets dans une déchèterie publique autorisée.

Tous les détails relatifs à l'exécution des travaux sont consignés dans le dossier d'Appel d'Offres (DAO) notamment dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) élaboré à cet effet. Les travaux seront exécutés au Bureau régional à Brazzaville, au Congo et supervisés par l'Unité des Services administratifs régionaux. Le dossier d'appel à proposition y afférant est disponible jusqu'au 26 octobre 2015, entre 9H et 13H du lundi au vendredi auprès du Bureau N° 21 à « l'Estate, OMS-AFRO », ou sur le site <https://www.unghm.org/Public/Notice>

Les sociétés intéressées sont invitées à soumissionner.

La soumission présentée sous pli fermé devra porter la mention «Confidentiel – RECRUTEMENT D'UNE ENTREPRISE CHARGÉE DE L'EXECUTION DES TRAVAUX DE RENOVATION DE LA SALLE CONFERENCE N°1 (AFRO/051/2015)», et devra être déposée au plus tard le 3 Novembre 2015 à 14h00 à l'adresse suivante :

Organisation mondiale de la santé
Bureau Régional pour l'Afrique
BP 6

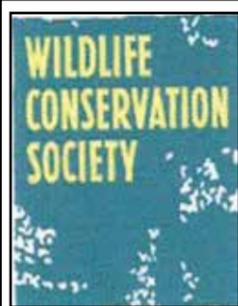
Bureau de DAF N° 128 (1er étage)
Cité du Djoué
Brazzaville – Congo

Une visite collective des lieux sera organisée le 16 Octobre 2015 à 9 heures avec comme programme :

- 09H00 à 09H30: séance de briefing dans la Salle de conférence N°1;
- 09H30 à 10H30: visite de reconnaissance des lieux et ;
- 10H30 à 11H00 : séance de questions/réponses.

Notes : Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

Le Bureau Régional de l'Afrique de l'OMS.



**Wildlife Conservation Society
Programme Congo
(WCS-Congo)
B.P: 14537**

**Brazzaville, République du Congo
Téléphone: 242 05 747 21 21
Email: wsccongobrazza@wcs.org
International programs
2300 Southern Blvd
Bronx, NY 10460
Tel: 718-220-1387**

AVIS DE RECRUTEMENT

Poste: Guide d'Ecotourisme
Basé: à Bomassa

Dans le cadre des activités de WCS programme Congo, nous cherchons 01 Guide d'Ecotourisme. Il/elle sera sous l'autorité et la supervision du Responsable d'écotourisme de la Fondation Nouabale Ndoki et travaillera en étroite collaboration avec l'ensemble du personnel des projets. Il/elle aura les principales responsabilités suivantes:

- Organiser les voyages et faire le soutien administratif;
- Assurer la sécurité et la logistique des touristes à l'arrivée et au départ à l'Aéroport de Ouesso et au port;
- Assurer la gestion des activités touristiques;
- Traduire les documents en Français et en Anglais;
- Planifier et faciliter les réunions de l'équipe d'écotourisme de façon régulière;
- Autres (pour les termes de référence détaillés, veuillez consulter le tableau d'affichage au bureau de WCS Brazzaville -151 Avenue General De Gaulle -Plateau ville).

Compétences requises:

- Bonne connaissance de l'outil informatique (traitement de texte,

tableurs);

- Etre attentif au résultat final et répondre positivement aux critiques;
- Faire preuve de conscience professionnelle;
- Démontrer de bonnes capacités d'organisation et de communication, Faire preuve d'anticipation et de beaucoup d'attention quant à la gestion des détails.

Profil requis:

- Diplôme universitaire requis;
- Excellente maîtrise du français, l'anglais et lingala.

Veuillez envoyer votre Curriculum vitae avec une lettre de motivation à l'adresse suivante: Mr. Le Directeur Administratif et Financier - Wildlife Conservation Society (WCS) 151, Avenue General De Gaulle - Plateau Ville - Brazzaville B.P: 14537, ou à l'adresse e-mail: wsccongobrazza@wcs.org, au plus tard, le 19 Octobre 2015. Seuls les candidats présélectionnés seront contactés à passer le test d'évaluation. Le candidat retenu à ce poste doit fournir les compléments de dossier ci-après: copie de ses diplômes, casier judiciaire bulletin N#3 et acte de naissance.

Fait à Brazzaville, le 05 Octobre 2015

WCS - Congo Program
151, Avenue
General De Gaulle-Brazzaville

**OFFICE NOTARIAL Raïssa Ursule MAKAYA
MAKUMBU**

Sis Bd Lyautey, vers l'hôtel Bikoumou, à côté du complexe scolaire «Les amis de Julien», OCH
Moungali III, Brazzaville, République du Congo;
Tél: (242) 06 651 13 85/04 411 87 14
Email: etudemakumbu@gmail.com

SOCIETE KAFAL ET FILS

Société A Responsabilité Limitée au
Capital de cinq millions (5.000.000) de francs CFA
Siège social: 11, rue Kassai/Poto-Poto
Brazzaville
REPUBLIQUE DU CONGO

CONSTITUTION

Suivant acte authentique en date, à Brazzaville, du quatre septembre deux mil quinze, reçu par Maître Raïssa Ursule MAKAYA MAKUMBU, Notaire soussigné, enregistré le quatre septembre deux mil quinze sous le folio 155/5 N° 2038, à la recette de l'enregistrement, domaines et timbre de Poto-Poto, il a été constitué une société dont les caractéristiques sont les suivantes:

DENOMINATION: KAFAL ET FILS;
FORME: Société A Responsabilité Limitée;

CAPITAL: 5.000.000 de francs CFA, divisé en cinq cents (500) parts sociales de dix mille (10.000) francs CFA chacune, numérotées de un (1) à cinq cents (500), souscrites, entièrement libérées et attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs;

SIÈGE SOCIAL: Siège social: 11, rue Kassai/Poto-Poto, Brazzaville, République du Congo;

OBJET SOCIAL: la société a pour objet, au Congo et à l'étranger:

- Change manuel;
- Quincaillerie.

Et, généralement, toutes opéra-

tions se rapportant, directement ou indirectement, à l'objet social ou pouvant en faciliter l'extension et le développement;

L'objet social pourra être modifié dans les conditions prévues par l'acte uniforme pour la modification des statuts;

DUREE: la durée de la société est fixée à Quatre-vingt-dix-neuf (99) années, à compter de la date de son immatriculation au Registre de Commerce et du Crédit Mobilier, sauf les cas de dissolution anticipée ou prorogation prévus aux présents statuts;

GERANT: Monsieur ALAHO SOULE Aziz;

DEPOT LEGAL: Effectué au Greffe du Tribunal de Commerce de Brazzaville, le quatorze septembre deux mil quinze, sous le numéro 15 DA 873;

IMMATRICULATION: Le vingt-neuf septembre deux mil quinze, au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier sous le numéro CG/BZV/15 B 6096.

Pour insertion,
Maître Raïssa Ursule MAKAYA
MAKUMBU

Référendum constitutionnel

Les forces du changement de la Constitution ont lancé la campagne du «oui» par un méga-meeting à Brazzaville

C'est par un méga-meeting sur le boulevard général Alfred Raoul, le samedi 10 octobre 2015, à Brazzaville, que les forces politiques et sociales acquises au changement de la Constitution du 20 janvier 2002 ont lancé la campagne pour le «oui» au référendum constitutionnel du dimanche 25 octobre 2015. Ce méga-meeting, organisé aussi en réplique à celui de l'opposition, s'est déroulé sous le patronage du président du «Pôle du consensus de Sibiti», Pierre Ngolo, avec la participation des dirigeants des partis membres de la majorité présidentielle, du centre et de l'opposition républicaine acquis au changement de la Constitution. Par bus entiers, les militants et sympathisants, vêtus de tee-shirts et parfois de casquettes de leurs partis ou mouvements, ont été conduits au boulevard, et la pluie qui est tombée sur la capitale une heure avant le meeting n'a pas éteint leur ardeur. Une sonorisation bien réglée, des écrans géants installés à certains endroits, etc, les organisateurs n'ont pas lésiné sur les moyens, pour la réussite de ce meeting. Des groupes folkloriques et l'artiste-musicien Trésor Mvoula ont assuré l'animation.

massivement pour le oui au référendum constitutionnel. Enfin, Pierre Ngolo n'en croyait pas ses yeux cette mobilisation populaire sans précédent. «*Cette marée humaine veut, tout simplement dire que le changement de la Constitution est une volonté du peuple et comme c'est la volonté du peuple, personne ne peut qui quoi que ce soit, parce que personne n'est au-dessus du peuple, et comme c'est la volonté du peuple, on ne peut pas*

Ils étaient une douzaine d'orateurs à se succéder à la tribune et tous ont appelé le peuple souverain à trancher et condamner la violence et l'instrumentalisation. Joseph Kinkonda du M.c.d.d.i et Guy-Martin Abolawé du P.c.t étaient à la modération. Le bal des messages a été ouvert par le représentant des anciens combattants du Pool et celui des pays du Niari. Ils ont dénoncé les pratiques des acteurs politiques qui utilisent les jeunes comme des boucliers humains, pour leurs intérêts égoïstes. Au nom de la jeunesse, Juste Bernadin Gavet pense que la nouvelle loi fondamentale accorde une place de choix à la jeunesse: «*A partir de 18 ans, dans ce pays, on va désormais être député, on va, désormais, être membre du conseil consultatif de la jeunesse. La jeunesse prend aussi rendez-vous avec l'histoire. Lorsqu'on sait*



Côté mobilisation, c'était la réussite.



Le «oui» était sur toutes les pancartes.



Un des orateurs, Josué Rodrigue Ngouonimba.



Pierre Ngolo (au milieu).



Au nom des femmes, Mme Dambenzet.

que dans ce pays, si Pascal Lissouba, à 21 ans, était premier ministre, aujourd'hui, avec la nouvelle République, c'est nous». Au nom des femmes, Mme Jeanne Dambenzet s'est réjouie de ce que la nouvelle République va combler les attentes des femmes. Pour cela elle a demandé aux femmes de voter oui pour la nouvelle Constitution, le 25 octobre prochain. Joëlle Akouélé, représentante des handicapés, était dans le même élan. Pierre Mabiala a expliqué les fondements juridiques du processus qui conduit au changement de la Constitution, en indiquant que les actes du président de la République sont «*clairs et purs*». «*Il n'y a ni coup d'Etat constitutionnel, ni haute trahison*», a-t-il dit. Les lea-

ders des différents partis ont aussi donné de la voix: Josué-Rodrigue Ngouonimba, président de l'U.f.d, a dit tout le bien qu'il pense de la future Constitution; Hellot Matson Mampouya a retracé le parcours qui a conduit au dialogue de Sibiti et a déploré le mauvais comportement de certains acteurs politiques qui s'en prennent à ceux qui ne partagent pas leurs points de vue; Jean-Marc Thyssère-Tchicaya, président du R.d.p.s, a appelé le peuple à trancher; Jean-Michel Ebaka a parlé du statut de l'opposition dans la future Constitution et a fustigé le comportement des acteurs de l'opposition qui prônent le boycott; Roland Bouiti-Viaudo, président du M.a.r, a appelé les populations à aller massivement voter; Luc-Adamo Mateta

a indiqué que «*la nouvelle Constitution est basée sur notre identité culturelle et a le mérite de permettre aux jeunes de s'approprier les valeurs morales et civiques, pour une bonne éthique*»; le président du M.c.d.d.i, Euloge Landry Kolélas, a évoqué le combat politique mené par son père en faveur de la démocratie. Il a mis l'accent sur l'unité nationale, l'amour fraternel, la paix. Il a loué la future Constitution qui renforce les pouvoirs du parlement pour contrôler l'action de l'exécutif. Il a fustigé le comportement des dirigeants de l'opposition qui boycottent le référendum. Il a aussi parlé en lari, comme pour mieux se faire comprendre par ses militants. Juste Mondelé a aussi appelé les populations à se mobiliser

évoquer des coups d'Etat anticonstitutionnels». Signalons que pendant le meeting, deux hélicoptères, dont un militaire et l'autre présidentiel, ont survolé le boulevard général Alfred Raoul. Le «Pôle du consensus de Sibiti» a réussi son méga-meeting de lancement de campagne électorale en faveur du «oui» à la nouvelle Constitution. La D.n.r (Dynamique pour la nouvelle République) et le M2.n.r (Mouvement national pour la nouvelle République) sont de loin les deux plateformes qui se sont distinguées par leur capacité de mobilisation. La sécurité publique était bien assurée, on n'a enregistré aucun incident et le climat social était détendu.

Pascal-Azad DOKO

Journée mondiale de la poste

Réfléchir aux facteurs de succès pour l'avenir de la poste

A l'occasion de la journée mondiale de la poste, l'A.r.p.c.e (Agence de régulation des postes et des communications électroniques) a organisé, vendredi 9 octobre 2015, à son siège, à Brazzaville, une rencontre avec les opérateurs des services postaux en activité au Congo, pour les encourager à innover, en s'adaptant aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. C'est Arnaud Dicka, directeur de la régulation postale à l'A.r.p.c.e, qui a présidé la rencontre, en compagnie d'Antoine Ndékololo, directeur des études et des marchés à cette même institution. En présence des représentants des opérateurs de services postaux du Congo.



Arnaud Dicka à droite.

La journée mondiale de la poste a permis de revoir leurs cahiers des charges et les obligations des entreprises vis-à-vis du régulateur qui est l'A.r.p.c.e, a fait savoir Arnaud Dicka. Parmi les opérateurs postaux exerçant au Congo, le régulateur a pu enregistrer: la Sopeco, D.h.l, S.d.v express services, Saga express, A.c.c, Gala express Sarl, Exau business, Floriche express, Saint Syl express, etc. L'A.r.p.c.e assure la régulation de secteur d'activités. La poste, jadis, faisait la fierté du Congo, en matière d'entrée d'argent, d'où l'appellation: «*Nzété ya mbongo*», ce qui signifie littéralement: «*L'arbre qui produit l'argent*». Cette notoriété, la poste l'a perdue, au fil du temps, du fait non seulement de la mauvaise gouvernance, mais aussi de la concurrence des technologies de l'information et de la communication. Pour redorer le blason du secteur postal, à l'occasion de la journée mondiale de la poste, Bishar Abdirahman Hussein, directeur général de l'Union postale universelle (U.p.u), a, dans son adresse, déclaré: «*L'innovation, l'inclusion et l'intégration sont les principaux facteurs de succès pour l'avenir de la poste*». Car, a-t-il insisté, «*l'avenir de la poste se prépare maintenant. Nous devons travailler sur la création de produits et services de nature à répondre aux besoins de nos clients d'aujourd'hui et de demain. Concentrons-nous sur l'innovation, l'intégration et l'inclusion de nos activités, pour créer une poste forte pour l'avenir. Ce n'est qu'ainsi que la poste pourra réussir et conserver sa place sur le marché mondial, avec une présence toujours visible et importante*».

C'est dans cette perspective que l'A.r.p.c.e entend collaborer avec tous ses partenaires postaux, pour faire prospérer ce service au Congo. Comme pour les communications électroniques, le régulateur des postes entend harmoniser les tarifs postaux des différents opérateurs, d'ici à la fin du mois de mars 2016. Il s'agit d'étudier la possibilité de créer de nouveaux services, pour permettre à l'ensemble de ces opérateurs, de pérenniser l'activité de la poste, malgré la concurrence fulgurante de nouvelles techniques de distributions de courriers, via le numérique. In fine, l'objectif de cette journée est de sensibiliser les citoyens et les entreprises, au rôle de la poste dans leur vie quotidienne et de sa contribution au développement socio-économique des pays. Rappelons que la journée mondiale de la poste, instituée à l'issue du congrès de l'U.p.u à Tokyo, en 1969, est célébrée chaque année, le 9 octobre, marquant ainsi l'anniversaire de la fondation de l'Union postale universelle, en 1874, dans la capitale Suisse, Berne.

Marcellin MOUZITA MOUKOUAMOU

C.n.r (Conseil national des Républicains)

Frédéric Bintsamou dit non au référendum et au changement de Constitution

Pour Clément Mierassa, «le camp du refus est majoritaire»
Commentant la mobilisation des partis favorables au changement de Constitution, samedi 10 octobre 2015, dans la matinée, au méga-meeting organisé au boulevard général Alfred Raoul, l'opposant Clément Mierassa, président du P.s.d.c (Parti social-démocrate congolais), a déclaré, à l'A.f.p (Agence France Presse): «Ils n'ont pas atteint ce que nous avons atteint, en dépit du fait qu'ils ont distribué de l'argent et des gadgets. Ils ont même intimidé des fonctionnaires de l'Etat à assister au meeting». Selon un journaliste de l'A.f.p couvrant la manifestation, «des associations de quartiers proches du pouvoir avaient mobilisé la population, en distribuant au besoin des motivations: 2.000 ou 5.000 francs Cfa (environ 3 et 7,5 euros)». Pour Clément Mierassa, «le camp du refus est majoritaire» dans le pays.

Le référendum constitutionnel source de psychose dans la capitale?

Avec le début de la campagne électorale relative au référendum constitutionnel du dimanche 25 octobre prochain, la capitale congolaise semble plongée dans une certaine psychose. Les cortèges de la Force publique circulent, régulièrement, dans les quartiers, pour prévenir les atteintes à l'ordre public. La semaine dernière, une rumeur a fait état de l'arrestation d'une dizaine de jeunes au marché Commission à Baongo, qui auraient participé à une manifestation contre le changement de la Constitution. Mais, aucune déclaration officielle de la Force publique n'a confirmé ces arrestations. Le pôle du consensus de Sibiti a fait son méga-meeting, samedi 10 octobre dernier, pour le lancement de la campagne électorale. Le même jour, l'ancien ministre Guy-Brice Parfait Kolélas a tenu un meeting de l'opposition à Baongo, pour appeler au boycott du référendum constitutionnel qui, aux yeux des dirigeants de l'opposition, ne se justifie pas. Cette semaine, les dirigeants de l'opposition ont prévu des meetings dans certains quartiers de la ville-capitale. En tout cas, l'on craint que le bras de fer entre le pouvoir et l'opposition ne dégénère, surtout le jour du référendum constitutionnel où les Congolais sont appelés aux urnes.

Des blessés graves dans un accident sur le boulevard Denis Sassou-Nguesso

Un stupide accident de circulation s'est produit, samedi 10 octobre 2015, vers 8h, sur le boulevard Denis Sassou-Nguesso, à hauteur du Ministère de l'économie forestière, à Brazzaville. Des blessés y ont, hélas, été enregistrés! D'aucuns affirment, même, que deux d'entre eux auraient rendu l'âme au C.h.u où ils ont été transportés, après l'accident. Ils se trouvaient à bord d'un minibus de transport en commun, revenant du rond-point de la place de la République, ex-C.c.f. Le chauffeur voulait effectuer un dépassement quand, subitement, ayant perdu le contrôle du volant, le minibus en dérapant, est allé percuter un lampadaire qui s'est couché, le choc étant violent. Cet accident aurait pu être évité, si le conducteur ne roulait pas à vive allure. Comme quoi, il faut lutter contre l'excès de vitesse, pour préserver les vies humaines.

Ils mettent la main à la poche, pour remplacer un câble électrique volé

Le phénomène de vol de câbles électriques est récurrent à Mfilou-Ngamaba, le septième arrondissement de Brazzaville. La semaine passée, le quartier Kibouendé a été visité par des malfaiteurs qui ont emporté un câble long de 75 mètres environ, plongeant, par conséquent, les habitants des zones 4 et 5 dans le noir. Comme la S.n.e (Société nationale d'électricité) ne réagit pas souvent de manière rapide, en pareils cas, alors que le réseau lui appartient, les abonnés concernés ont décidé, malgré eux, de mettre la main à la poche, pour acheter un nouveau câble, en versant chacun, la somme de 10.000 francs Cfa.

La nouvelle route nationale goudronnée, de Brazzaville à Mayama

Judi 8 octobre dernier, le président du C.n.r (Conseil national des républicains), Frédéric Bintsamou, alias pasteur Ntumi, a convié la presse à son domaine de Miéanzambi, situé au village Loukouango, près de Mayama, à 84 Km, au Nord-Ouest de Brazzaville. Les journalistes ont emprunté la nouvelle route goudronnée qui part de Yé, village situé sur la route nationale n° 2, dans le district d'Igné, jusqu'à l'entrée de Mayama. C'est un tronçon de la route Pointe-Noire/Brazzaville, construite par la société chinoise «China state construction engineering corporation» et dont le contrôle est assuré par le cabinet Egis International. Désormais, Mayama est à moins d'une heure et demie de Brazzaville.

A Pointe-Noire, les bus de la S.t.p.u enfin mis en circulation

Enfin, les bus de la S.t.p.u (Société de transport public urbain) ont fait leur apparition à Pointe-Noire, à partir du vendredi 9 octobre dernier. Ils soulagent les Ponténégrins qui ont, ardemment, souffert de nombreuses années durant, en raison de la pénurie de moyens de transport urbain. Les élèves, en particulier, peuvent, enfin, se déplacer sur de longues distances, à un coût moins élevé. Ils en avaient marre du phénomène de «demi-terrain» pratiqué par les chauffeurs des minibus privés. Avec ces nouveaux bus, on n'observe plus d'attroupements et de longues attentes dans les arrêts de bus. La pratique des demi-terrains n'existe plus. A côté de la joie des usagers, on déplore, malheureusement, la lenteur des bus de la nouvelle société, mais elle est due à l'étroitesse des routes goudronnées. Du coup, il y a des embouteillages. Certains citoyens suggèrent que «le conseil municipal prenne une délibération affectant certains minibus dans les zones rurales».

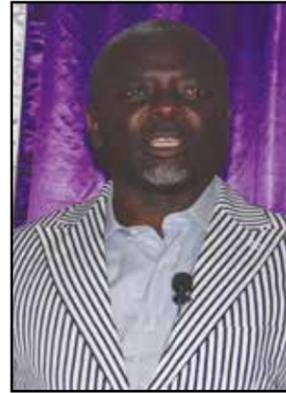
A Brazzaville, Averda, toujours à l'ouvrage, même sous la pluie!

A Brazzaville, une société de gestion de déchets et de décharges publiques a fait son apparition. Elle est dirigée par un expatrié. Il s'agit d'Averda dont les véhicules et les ouvriers emmitouffés de complets bleueâtres, quadrillent les artères de la ville-capitale, pour s'occuper avec minutie de la salubrité. Les ouvriers de cette société sont très motivés. Ils travaillent même sous la pluie. Chaque agent de surface, muni de son balai-brosse métallique, de gants, d'un cache-nez, d'un sac en plastique et d'une poubelle roulante, travaille à l'arrachée, pour rendre propre l'espace public. Après la société Pro Brazza 2010, voici Averda 2015. Pourvu que ça dure, espèrent les Brazzavillois, qui rêvent d'une ville propre comme... Kigali.

Le président du C.n.r (Conseil national des républicains), Frédéric Bintsamou, parti situé à l'opposition, a donné une conférence de presse, jeudi 8 octobre 2015, à son village de Loukouango, près de Mayama, localité située à près de 84 km au Nord-Ouest de Brazzaville, dans le département du Pool. Au cours de cette conférence, il a exprimé son opposition au référendum constitutionnel décidé par le gouvernement et qui aura lieu le dimanche 25 octobre 2015. Pour le président du C.n.r, qui est également le délégué général chargé de la promotion des valeurs de paix et de la réparation des séquelles de guerre, une structure rattachée à la présidence de la République, s'il y a un changement de Constitution, cela se fera après 2016. Mais pour l'heure, la préoccupation des Congolais, c'est, d'abord, l'élection présidentielle de 2016.

Dans une salle bien aménagée à Miéanzambi, sa résidence, et debout devant les journalistes de la presse nationale et internationale, les représentants des partis d'opposition, notamment le M.c.d.d.i (aile Guy-Brice Parfait Kolélas), une délégation de l'U.pa.d.s composée de jeunes, ainsi que les cadres et militants du C.n.r, Frédéric Bintsamou a, d'entrée de jeu, fait remarquer que lors d'une précédente conférence de presse tenue à Soumouna, près de Kinkala, au sortir du dialogue de Sibiti, il avait invité le président de la République «à ne pas changer la Constitution, à préserver la paix, l'unité de toutes les filles et fils du Congo». Il a rappelé que son parti, le C.n.r, avait bel et bien pris part au dialogue de Sibiti, où il était représenté par deux délégués, parmi lesquels Chris Walembaud, son directeur de cabinet, qui est, actuellement, commissaire au comité ad'hoc de suivi des recommandations dudit dialogue. «Cette participation a été mal interprétée dans certains états-majors politiques. Je puis vous dire qu'à ce dialogue, il y avait deux points importants à débattre, à savoir: la gouvernance électorale avec tout le processus que cela comporte, à commencer par la commission électorale indépendante et toutes les opérations qui concourent à l'organisation du scrutin; ainsi que l'évolution des institutions. A ce dialogue, aucun consensus ne s'était dégagé pour le changement de la Constitution. Et donc, au sortir de ces assises, il était nécessaire que nous rendions compte à notre base, à travers nos deux représentants», a-t-il précisé. Frédéric Bintsamou, qui s'est présenté comme «un acteur politique qui discute avec tout le monde», a clarifié la position de son parti qui est partenaire du gouvernement dans les accords de paix qui ont permis le retour de la paix dans le Pool, mettant ainsi, un terme aux conflits armés, en mars 2003. «Mais, ce partenariat n'a rien à voir avec notre positionnement au sein de l'opposition», a-t-il précisé. C'est pourquoi, donnant la position de son parti sur la question de la Constitution, il a dit: «Non au référendum constitutionnel et au changement de la Constitution. S'il faut changer de Constitution, cela se fera après 2016. Pour l'heure, la préoccupation des Congolais, c'est, d'abord, l'élection présidentielle de 2016». S'il est contre le changement de la Constitution, c'est parce que le président Denis Sassou-Nguesso, à travers le changement de la Constitution, «veut se maintenir au pouvoir». Le président du C.n.r, qui s'oppose donc à ce qu'il considère comme «un passage en force du pouvoir actuel», trouve qu'une période de transition est possible, mais cela doit se faire en

concertation avec toute la classe politique. «A Soumouna, j'avais dit au président de la République de privilégier la réconciliation nationale, car nous sommes deux piliers de la paix et qu'il n'était pas possible de changer la Constitution qui nous a, tout de même, ramené la paix dans notre pays. La paix, ce ne sont pas les paroles, mais les actes. Je constate, tout simplement, que le pouvoir veut faire un passage en force», a-t-il dit. Pour lui, le chef de l'Etat pouvait procéder à la révision de la Constitution, sans toucher aux verrous de l'âge et de la limitation des mandats. Dans cet élan, Frédéric Bintsamou a rappelé qu'au sortir de la Conférence nationale souveraine de 1991, le Congo était doté de la première Constitution de l'ère démocratique, notamment la Constitution du 15 mars 1992, qui avait conduit Pascal Lissouba à la magistrature suprême. Malheureusement, celui-ci n'a fait qu'un seul mandat avec tout ce que nous avons vécu. Mais au sortir de la guerre de 1997, le pouvoir actuel avait foulé aux pieds cette Constitution, pour la remplacer par celle du 20 janvier 2002. Le président du C.n.r a, ensuite, répondu aux préoccupations des journalistes. A la question de savoir qu'advient-il, si le pouvoir persiste dans son élan de changer la Constitution, avec la tenue du référendum constitutionnel du 25 octobre prochain, le pasteur Ntumi a répondu, en ces termes: «On est pour la paix et non la guerre. Tous les moyens de défense de la démocratie seront mis en œuvre, à travers une contre-propagande qui sera menée avec les pancartes pour dire non au référendum et au changement de la Constitution et empêcher ceux qui sont pour le changement de cette Constitution de ne pas faire leur campagne». En outre, le pasteur Ntumi a dénoncé les intimidations de la Force publique dont sont victimes les militants et sympathisants de l'opposition. «J'invite la Force publique à être au service des populations et non à la remorque d'une personne», a-t-il lancé. Il a déploré le sort des jeunes confrontés au chômage et condamnés à vivre chez les parents, jusqu'à un âge avancé. Il a attiré l'attention des jeunes de ne pas se laisser manipuler pour faire le désordre dans le pays. Frédéric Bintsamou a regretté de n'avoir pas participé au grand meeting tenu par l'opposition, le 27 septembre dernier, au boulevard général Alfred Raoul. Il s'était abstenu, juste pour ne pas que sa présence ne provoque des turbulences. «Je félicite la maturité du peuple congolais qui s'est déplacé sans argent, sans tee-shirts au boulevard Alfred Raoul et qu'après le meeting, chacun est rentré chez lui sans heurt, ni bavure. C'est pourquoi, je lance un



Frédéric Bintsamou, président du C.n.r



Les cadres du Cnr.



Les militants du parti présents à la conférence de presse.

vibrant appel aux militants du C.n.r, de ne pas se laisser prendre au piège par les manigances du pouvoir et de dire non au référendum et au changement de la Constitution. La situation actuelle que nous vivons est un problème national, et que le pasteur Ntumi n'a pas d'armes pour s'opposer à qui que ce soit. Sa seule force, c'est le peuple congolais, à travers sa représentation qui s'était rassemblée en grand nombre au boulevard Alfred Raoul, le 27 septembre dernier», a-t-il dit.

Pour lui, «ce serait sage, si le président de la République pouvait reculer». Il y aurait eu un vrai dialogue incluant tout le monde et une vraie réconciliation nationale, depuis le début, on n'en serait pas là, pense-t-il. Il s'est adressé aussi en lingala, en kituba et en lari à ses militants, pour expliquer la position de son parti et l'enjeu actuel de militer contre le changement de la Constitution. Enfin, pour prouver son opposition à la tenue du référendum constitutionnel, Frédéric Bintsamou a fait savoir que tous les membres du C.n.r qui faisaient partie de la Cnel (Commission nationale

IN MEMORIAM

9 octobre 1994 - 9 octobre 2015



Voici 21 ans, que Dieu a rappelé à Lui son serviteur, OSSELE Donatien. A cette date de triste anniversaire, la famille OSSELE informe les parents, amis et connaissances qu'une série de messes d'action de grâce est dite en sa mémoire, en l'église Sainte-Marie de Ouenzé, à compter du vendredi 9 octobre 2015. Demande à tous ceux qui ont connu «Le vieux Abanguis» d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire. Papa Abanga-abanga, ton amour pour la famille et ton courage parmi ceux de ta génération resteront notre héritage précieux.

**AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
SERVICES DE CONSULTANT(FIRME)
REPUBLIQUE DU CONGO**

**MINISTÈRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES
ET DU PORTEFEUILLE PUBLIC**

PROJET D'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES NATIONALES EN VUE DE SOUTENIR LES SECTEURS PORTEURS DE CROISSANCE

« Assistance technique pour la maîtrise de la programmation financière (TOFE, DETTE, BALANCE DES PAIEMENTS, SITUATION MONETAIRE) »

**Référence de l'accord de financement : Don n°5900155005252
N° d'identification du Projet: P-CG-KFO-005**

La République du Congo a reçu un financement du Groupe de la Banque Africaine de Développement afin de couvrir le coût du Projet d'Assistance Technique pour le Développement des Compétences Nationales en vue de soutenir les Secteurs Porteurs de Croissances et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce don pour financer le contrat relatif à « l'assistance technique pour la maîtrise de la programmation financière (TOFE, DETTE, BALANCE DES PAIEMENTS, SITUATION MONETAIRE) ».

La mission du consultant consiste à assurer un transfert des compétences aux cadres de l'administration publique congolaise dans la maîtrise de la programmation financière (TOFE, Dette, Balance des paiements, situation monétaire). A cet effet, le consultant effectuera: (i) l'évaluation des besoins en formation, (ii) l'élaboration des modules de formation, (iii) l'animation de la formation proprement dite au bénéfice de 20 cadres.

Les thèmes et modules de formation devront contenir entre autres les éléments ci-après:

* Cadre de la programmation financière: secteur réel, balance des paiements, situation monétaire et la création monétaire, le TOFE et la dette, approche monétaire de la balance des paiements, les « deux déficits », les fondements des politiques de stabilisation, les impacts macroéconomiques et structurels d'une dévaluation ;
* Etudes de cas de Programmation Financière et simulation sur trois ministères ;

* Modélisation et programmation financière ;
* Modélisation et programmation financière dans le processus de budgétisation.

La mission se déroulera pendant une période de 5 mois à dater de la signature du contrat, soit d'octobre 2015 à février 2016.

La Cellule d'Exécution des Projets FEF invite les Consultants (Firmes) à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence

de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc.). Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification.

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux « Règles et Procédures pour l'utilisation des Consultants » de la Banque Africaine de Développement, édition Mai 2008, révisée en Juillet 2012, qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : du lundi au vendredi de 9 heures à 16 heures (heure locale).

Les expressions d'intérêt doivent être déposées / envoyées par courrier ou courriel à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le lundi 26 Octobre 2015 à 12 heures (heure de Brazzaville) et porter expressément la mention « l'assistance technique pour la maîtrise de la programmation financière (TOFE, DETTE, BALANCE DES PAIEMENTS, SITUATION MONETAIRE) ».

L'adresse à laquelle les manifestations d'intérêt doivent être envoyées est la suivante :

Ministère de l'Economie, des Finances et du Portefeuille Public
Cellules d'Exécution des Projets FEF
A l'attention: M. Maurice EWOKOU

Sis rue des Chrétiens dans l'enceinte du Bâtiment abritant la Direction Générale du Portefeuille Public à côté de la Caisse de Retraite des Fonctionnaires, Centre-ville

Tel : + 242 01 171 16 77 / 06 628 92 24
BP : 2083 Brazzaville -

E-mail : pmatc.fefbadcongo@gmail.com

Le Coordonnateur
Maurice EWOKOU

**AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
(SERVICES DE CONSULTANT (FIRME)
REPUBLIQUE DU CONGO**

**MINISTÈRE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU PORTEFEUILLE PUBLIC**

PROJET D'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES NATIONALES EN VUE DE SOUTENIR LES SECTEURS PORTEURS DE CROISSANCE

« Assistance technique pour l'étude du projet d'archivage électronique des documents de la Direction Générale du Budget »

**Référence de l'accord de financement : Don n°5900155005252
N° d'identification du Projet : P-CG-KFO-005**

La République du Congo a reçu un financement du Groupe de la Banque Africaine de Développement afin de couvrir le coût du Projet d'Assistance Technique pour le Développement des Compétences Nationales en vue de soutenir les Secteurs Porteurs de Croissances et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce don pour financer le contrat relatif à « l'assistance technique pour l'étude du projet d'archivage électronique des documents de la Direction Générale du Budget ».

La mission du consultant consiste à réaliser une étude du projet d'archivage électronique des documents de la direction générale du budget ainsi qu'à évaluer les besoins en formation pour l'utilisation de ce système. L'étude devra viser l'amélioration et la sécurisation du système de gestion des archives de la Direction générale du budget ainsi que des services agissants en amont et en aval du processus budgétaire. De manière spécifique, le consultant doit avoir pour mission principal : (i) estimation des volumes à traiter ; (ii) examen des documents papiers à traiter (qualité, état général, configuration, type de contenu, etc.) ; (iii) examen des besoins du Ministère en matière d'accès aux archives ; (iv) examen des matériels existants et des connaissances techniques des opérateurs et des utilisateurs ; (v) élaboration d'une proposition organisationnelle et technique pour le scanning des documents papiers, leur indexation et leur documentation ainsi que les moyens d'y accéder ; (vi) proposition d'équipement et de mise en œuvre de matériels et de logiciels pour le traitement des documents ; (vii) proposition financière.

La mission se déroulera pendant une période de 4 mois à dater de la signature du contrat, soit d'octobre 2015 à janvier 2016. La Cellule d'Exécution des Projets FEF invite les Consultants (Firmes) à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations

sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc.). Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification.

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux « Règles et Procédures pour l'utilisation des Consultants » de la Banque Africaine de Développement, édition Mai 2008, révisée en Juillet 2012, qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : du lundi au vendredi de 9 heures à 16 heures (heure locale).

Les expressions d'intérêt doivent être déposées / envoyées par courrier ou courriel à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le lundi 26 octobre 2015 à 12 heures (heure de Brazzaville) et porter expressément la mention « Assistance technique pour l'étude du projet d'archivage électronique des documents de la Direction Générale du Budget ».

L'adresse à laquelle les manifestations d'intérêt doivent être envoyées est la suivante :

Ministère de l'Economie,
des Finances et du Portefeuille Public
Cellules d'Exécution des Projets FEF
A l'attention: M. Maurice EWOKOU

Sis rue des Chrétiens dans l'enceinte du Bâtiment abritant la Direction Générale du Portefeuille Public à côté de la Caisse de Retraite des Fonctionnaires, Centre-ville

Tel : + 242 01 171 16 77 / 06 628 92 24
BP : 2083 Brazzaville -

E-mail : pmatc.fefbadcongo@gmail.com

Le Coordonnateur
Maurice EWOKOU

**AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
SERVICES DE CONSULTANT INDIVIDUEL
REPUBLIQUE DU CONGO**

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU PORTEFEUILLE PUBLIC PROJET D'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES NATIONALES EN VUE DE SOUTENIR LES SECTEURS PORTEURS DE CROISSANCE

« Appui technique à la diversification de l'économie Congolaise par les grappes »

**Référence de l'accord de financement : Don n°5900155005252
N° d'identification du Projet : P-CG-KFO-005**

La République du Congo a reçu un financement du Groupe de la Banque Africaine de Développement afin de couvrir le coût du Projet d'Assistance Technique pour le Développement des Compétences Nationales en vue de soutenir les Secteurs Porteurs de Croissances et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce don pour financer le contrat relatif à « l'Appui technique à la diversification de l'économie Congolaise par les grappes ».

De manière globale, le projet a pour objectif de proposer un cadre opérationnel en vue de l'émergence des sept grappes de diversification des activités économiques. Pour ce faire, il visera à atteindre les objectifs suivants :

a- réaliser un bilan des initiatives mises en œuvre à mi-parcours pour l'émergence des dites grappes ;
b- dresser un état des lieux des entraves constatées pour la mise place de ces grappes ;
c- évaluer la pertinence de la spécification de celles-ci ;
d- étudier la pertinence et proposer une déclinaison des grappes en filières restreintes définies relativement aux variables suivantes : filière, stratégie, taille, envergure géographique et toute autre dimension jugée pertinente pour la spécification d'un pôle de compétitivité ;

e- identifier, recenser et formuler des mesures concrètes visant à accélérer la mise en œuvre de chacune des grappes ;

f- décliner une stratégie opérationnelle à moyen terme visant à garantir la mise en œuvre effective des grappes préalablement identifiées en prenant notamment en compte les dimensions suivantes : cadre institutionnel (législation, politique économique, environnement des affaires, etc.), contexte socio économique (infrastructures, formation, cadre incitatif, espace géographique, etc.), gouvernance (structure de pilotage, services associés, modalités de financement, actions d'animation, etc.) et dispositifs de suivi/évaluation réalistes (tableaux de bords, indicateurs de performance mesurables régulièrement et à moindre coût, etc.) ;

g- proposer un schéma de gouvernance au niveau de chacune des grappes identifiées dans le PND afin d'assurer la cohérence et de tirer le meilleur profit de ces dernières et de leurs complémentarités éventuelles ;
h- proposer des pistes de réflexion sur les complémentarités ou les antagonismes entre les grappes (identification des potentialités et des mécanismes éventuels de gouvernance).

Profil du consultant

Le profil recherché est celui d'un consultant individuel

de niveau international ayant un diplôme universitaire de niveau minimum Bac+5 en Economie ou dans une discipline similaire. Il doit avoir une expérience avérée d'au moins 10 ans dans l'évaluation des documents de stratégie des pays dans le cadre des missions financées par les partenaires multilatéraux. Il doit avoir rempli avec succès au moins 3 missions similaires dans le cadre d'un financement de gouvernement ou de partenaires multilatéraux dont 2 missions en Afrique. Il doit disposer d'une excellente capacité d'analyse et de rédaction en langue française.

Durée et calendrier de la mission

La mission est prévue pour une durée de 4 mois à dater de la signature du contrat, soit d'octobre 2015 à janvier 2016.

La Cellule d'Exécution des Projets FEF invite les Consultants individuels à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc.).

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux « Règles et Procédures pour l'utilisation des Consultants » de la Banque Africaine de Développement, édition Mai 2008, révisée en Juillet 2012, qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : du lundi au vendredi de 9 heures à 16 heures (heure locale).

Les expressions d'intérêt doivent être déposées / envoyées par courrier ou courriel à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le lundi 26 Octobre 2015 à 12 heures (heure de Brazzaville) et porter expressément la mention « Appui technique à la diversification de l'économie Congolaise par les grappes ».

L'adresse à laquelle les manifestations d'intérêt doivent être envoyées est la suivante :

Ministère de l'Economie, des Finances et du Portefeuille Public
Cellules d'Exécution des Projets FEF

A l'attention: M. Maurice EWOKOU
Sis rue des Chrétiens dans l'enceinte du Bâtiment abritant la Direction Générale du Portefeuille Public à côté de la Caisse de Retraite des Fonctionnaires, Centre-ville

Tel : + 242 01 171 16 77 / 06 628 92 24
BP : 2083 Brazzaville - E-mail : pmatc.fefbadcongo@gmail.com

Le Coordonnateur
Maurice EWOKOU

**AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
SERVICES DE CONSULTANT (FIRME)
REPUBLIQUE DU CONGO**

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU PORTEFEUILLE PUBLIC PROJET D'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES NATIONALES EN VUE DE SOUTENIR LES SECTEURS PORTEURS DE CROISSANCE

« Assistance technique pour la modélisation des politiques publiques intégrant la croissance inclusive et la diversification économique »

**Référence de l'accord de financement : Don n°5900155005252
N° d'identification du Projet : P-CG-KFO-005**

La République du Congo a reçu un financement du Groupe de la Banque Africaine de Développement afin de couvrir le coût du Projet d'Assistance Technique pour le Développement des Compétences Nationales en vue de soutenir les Secteurs Porteurs de Croissances et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce don pour financer le contrat relatif à « l'assistance technique pour la modélisation des politiques publiques intégrant la croissance inclusive et la diversification économique ».

Les services prévus au titre de ce contrat comprennent l'assistance technique auprès du gouvernement du Congo pour la modélisation des politiques publiques intégrant la croissance inclusive et la diversification économique. La mission du consultant consiste à assister le gouvernement dans l'élaboration d'un modèle économique qui intègre la croissance inclusive et la diversification économique. La mission se déroulera pendant une période de 4 mois à dater de la signature du contrat, soit d'octobre 2015 à janvier 2016. La Cellule d'Exécution des Projets FEF invite les Consultants (Firmes) à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc.). Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs

chances de qualification.

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux « Règles et Procédures pour l'utilisation des Consultants » de la Banque Africaine de Développement, édition Mai 2008, révisée en Juillet 2012, qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : du lundi au vendredi de 9 heures à 16 heures (heure locale).

Les expressions d'intérêt doivent être déposées / envoyées par courrier ou courriel à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le lundi 26 octobre 2015 à 12 heures (heure de Brazzaville) et porter expressément la mention « Assistance technique pour la modélisation des politiques publiques intégrant la croissance inclusive et la diversification économique ».

L'adresse à laquelle les manifestations d'intérêt doivent être envoyées est la suivante :

Ministère de l'Economie, des Finances
et du Portefeuille Public
Cellules d'Exécution des Projets FEF
A l'attention: M. Maurice EWOKOU

Sis rue des Chrétiens dans l'enceinte du Bâtiment abritant la Direction Générale du Portefeuille Public à côté de la Caisse de Retraite des Fonctionnaires, Centre-ville

Tel : + 242 01 171 16 77 / 06 628 92 24
BP : 2083 Brazzaville - E-mail : pmatc.fefbadcongo@gmail.com

Le Coordonnateur
Maurice EWOKOU



Colina assurance: Un acteur majeur des assurances non vie, désormais au CONGO

Filiale du groupe SAHAM, Colina Assurance Congo SA vous offre les garanties et la sécurité d'un groupe leader de l'assurance en Afrique (28 sociétés d'assurance et de réassurance implantées dans 26 pays d'Afrique sub-saharienne, du Maghreb, du Moyen orient et de l'océan indien).

Notre forte implantation géographique, notre expérience et notre professionnalisme avérés, la confiance auprès des Réassureurs de premier rang nous permettent de mieux satisfaire vos besoins et exigences en assurance.

NOS CONTACTS :

Brazzaville
* CASE A5, AV. M. LYAUTEY,
Route du Parquet
Tél. 00242 22 260 15 15
00242 06 510 45 24

Pointe Noire
* 43, AV. MAFOUKA, Rond Point des Amoureux
Tél. 00242 22 294 20 08
* AV. J. OPANGAULT, Face FOIRE

OFIS
store

Shopping. No limit.

Ordinateur GX 760*
+
Imprimante HP 1515

STOCK LIMITÉ

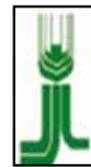
145.000 FCFA HT



01 600 00 00 | Bd Sassou Nguesso, MPILA (En diagonale CFAO)



PADEF



FIDA

Fonds International de Développement Agricole

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE
PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES
FILIERES AGRICOLES (PADEF)
//AVIS DE RECRUTEMENT
N° SC 09/2015/ PADEF/UNGP-RPM

« du consultant national chargé d'évaluer la demande en maïs et soja en lien avec le développement de la filière avicole dans la Cuvette, le Pool et la Bouenza »
1. La République du Congo a obtenu du Fonds International de Développement Agricole un financement (Prêt n° 851- CG) de 6,2 millions de dollars US, cofinancé par le Gouvernement congolais pour la mise en œuvre du Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles, et a l'intention d'utiliser une partie du montant dudit financement pour financer les services de consultants ci-après: Recrutement d'un consultant chargé d'évaluer la demande en maïs et soja en lien avec le développement de la filière avicole dans la CUVETTE, le POOL et la BOUENZA. L'élevage de poules de case est une activité traditionnelle exercée principalement par les femmes. C'est une source importante de protéine animale et de revenus non négligeables pour de nombreuses familles pauvres en milieu rural congolais. Cependant, cette activité pratiquée de façon extensive à une très faible productivité. Pour améliorer la productivité des élevages familiaux en milieu rural, le PADEF envisage apporter un appui à la filière avicole à travers le développement de formules d'alimentation faisant appel aux ressources d'origine locales et éventuellement de la provende industrielle, en fonction de la disponibilité sur le marché; l'introduction de races améliorées tout en préservant l'empreinte écologique des souches locales mieux adaptées, l'amélioration de la couverture sanitaire et des installations. Cependant, la plus grande contrainte identifiée dans ce type d'élevage reste l'indisponibilité de l'aliment, en lien avec l'approvisionnement incertain des provendiers en constituants de base (maïs et soja).
2. L'objectif global de la mission du Consultant est d'évaluer les besoins en soja et en maïs en lien avec la fabrication locale de la provende dans les Départements de la Bouenza, de la Cuvette et du Pool. La durée de la mission est de 21 jours.
3. Le PADEF invite les candidats intéressés à manifester leur intérêt, à fournir des informations pertinentes

indiquant leurs capacités techniques à exécuter lesdits services. Le dossier de candidature devra comporter les renseignements suivants: (i) avoir un niveau académique d'au moins BAC + 5 en agronomie- économie, agro-industrie; technologie alimentaire; développement rural ou tout autre discipline similaire, (ii) Avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 ans; (iii) Avoir effectué au moins deux (2) missions similaires dans le cadre des projets financés par les bailleurs de fonds internationaux, (iv) avoir la maîtrise de l'outil informatique (word, excel, power point, etc.).

(NB : joindre les copies des pièces prouvant les informations fournies).

4. Sur cette base, un consultant national sera sélectionné conformément aux directives « Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs du Fonds International de Développement Agricole (FIDA). Le consultant national sera sélectionné suivant la méthode « Consultation Individuelle (CI) ».
5. Les intéressés doivent obtenir des informations sur les termes de références de la mission, à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables, de 8h 00 à 16h00.
6. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé à l'adresse ci-dessous, au plus tard, le lundi 26 octobre 2015 à 12H 30 avec la mention «AVIS DE RECRUTEMENT N° SC 09/2015/PADEF/UNGP-RPM relatif au recrutement d'un consultant national chargé d'évaluer la demande en maïs et soja en lien avec le développement de la filière avicole dans la Cuvette, le Pool et la Bouenza».

Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADEF) - Rue Isaac Locko parcelles n° 70/42 et 70/43, Quartier Hôpital Blanche GOMEZ, derrière l'Ambassade des Etats-Unis, Brazzaville, Tél : 00242 06 658 59 19 / 06 644 75 07, Email : blprodercongo@yahoo.fr.

Le Secrétaire Permanent
Charles KINZEZE

APPEL A CANDIDATURE

Code : BZV5/10/2015

PROGRAMME BGFIBANK TALENTS PLUS

Dans le cadre la 2^{ème} Edition de notre Programme « BGFIBANK TALENTS PLUS », BGFIBank Congo recherche des jeunes diplômés (H/F) de l'enseignement supérieur, ambitieux, talentueux et créatifs pour l'accompagner dans sa croissance et son développement afin de relever les challenges de demain !

OBJECTIFS DU PROGRAMME

Le Programme « BGFIBANK TALENTS PLUS » a pour objectif d'identifier, sélectionner et former de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, prêts à saisir une opportunité unique de formation pratique aux métiers de la Banque, dans un environnement extrêmement rigoureux et exigeant, par le biais d'un contrat d'apprentissage de 12 mois.

PROFIL RECHERCHE

- Jeune Diplômé (H/F) de nationalité congolaise, âgé(e) de 26 ans maximum et titulaire d'un Bac + 4 minimum en Banque, Finance & Comptabilité, Droit, Economie, Gestion, Marketing, Vente et Action Commerciale, Informatique de gestion ou Management
- Vous avez une bonne pratique de l'anglais, une bonne capacité d'analyse et un très bon esprit de synthèse
- Vous êtes une personne dynamique, vous avez une grande ouverture d'esprit, vous êtes créatif

COMPOSITION DE VOTRE DOSSIER

- Un CV actualisé et détaillé avec photographie
- Une lettre de motivation

PROCESSUS DE SELECTION

Après traitement et sélection des CV, les candidats passeront les tests et étapes suivantes :

- **Etape 1:** Tests Psychotechniques (tests d'aptitudes logique, numérique, verbale, mnésique, de raisonnement, de motivation professionnelle et de personnalité)
- **Etape 2:** Test d'anglais (uniquement ceux ayant passés avec succès l'étape 1)
- **Etape 3:** Entretiens individuels (uniquement ceux ayant passés avec succès les étapes précédentes)

COMMENT POSTULER?

Vous avez le profil recherché? vous êtes prêt à relever le challenge proposé? merci de postuler à l'adresse

Conférence internationale sur les guichets uniques

Le rôle des guichets uniques dans l'implémentation des accords de l'O.m.c

Brazzaville a abrité, du 5 au 7 octobre 2015, la 4^e édition de la conférence internationale sur les guichets uniques, sur le thème « Mise en œuvre des accords de l'O.m.c (Organisation mondiale du commerce) de Bali: quelle contribution des guichets uniques? ». Organisée à l'initiative de l'A.a.c.e (Alliance africaine pour le commerce électronique) et le G.u.o.t (Guichet unique des opérations transfrontalières), structure relevant du Ministère des transports, de l'aviation civile et de la marine marchande, avec l'appui de la C.e.a (Commission économique des Nations unies pour l'Afrique), cette rencontre a rassemblé plus de trois cents participants venus de trente-sept pays du monde. Des participants qui ont été des professionnels des guichets uniques, des experts du commerce international, des acteurs de la logistique, les ministères techniques, les entités en charge des contrôles aux frontières, les chercheurs, mais également les bailleurs de fonds et les autres organismes qui accompagnent l'Alliance africaine pour le commerce électronique en quête permanente de développement du commerce.

C'est le ministre d'Etat Rodolphe Adada, ministre des transports, de l'aviation civile et de la marine marchande, qui a ouvert les travaux de la conférence internationale sur les guichets uniques. En présence d'Euloge Landry Kolelas, ministre du commerce et des approvisionnements, Hellot Matson Mampouya, ministre en charge des postes et télécommunications, Euloge Rufin Bouya, directeur général de l'O.m.c, Ibrahim Nour Eddine Diagne, président de l'Aace, et M. Chiumya, responsable par intérim de la politique douanière à la division de la coopération à la commission de l'Union Africaine. On a noté également la présence des quatre autres membres du gouvernement: Rigobert Maboundou, de l'agriculture et de l'élevage, Mme Adelaïde Yvonne Mougany, des petites, moyennes entreprises et de l'artisanat, Martin Parfait Aimé Cousoud-Mavoungou, ministre à la présidence, chargé des zones économiques spéciales, Léon Raphaël Moko-

ko, du plan et de l'intégration, et Josué Rodrigue Ngounimba, du tourisme et de l'environnement. La conférence internationale sur les guichets uniques avait pour objectif promouvoir, d'une manière générale, les guichets uniques et, en particulier, mettre l'accent sur la mise en œuvre concrète des accords de Bali, en Afrique, notamment ceux relatifs à la facilitation du commerce. Ainsi, pendant trois jours, la 4^e édition, qui a fait suite aux précédentes conférences tenues, successivement, à Dakar (Sénégal) et à Antananarivo (Madagascar), les participants ont réfléchi sur les stratégies et la mise œuvre concrète des accords de l'O.m.c décidés à Bali, notamment sur l'actif à la facilitation du commerce et le rôle des guichets uniques dans l'implémentation de ces accords, ainsi que pour la contribution des guichets uniques à une intégration régionale effective. Le débat a été articulé autour des cinq sessions avec des sous-thèmes portant sur: « Mise en œuvre des accords de facilitation de l'O.m.c de Bali en Afrique », « Les



Les membres du gouvernement au milieu, à l'ouverture des travaux.



Une vue des participants.

guichets uniques dans la facilitation de bonnes pratiques», « Comment un guichet unique pourrait jouer un rôle dans l'implémentation des accords de facilitation du commerce et contribuer à une intégration régionale effective? », « Construire un environnement mondial pour la facilitation du commerce », et « Construire le guichet unique de demain ». « L'intégration régionale est, pour nous, une priorité absolue, car elle est non seulement une vocation naturelle des peuples d'Afrique de vivre sans barrières et en harmonie, mais aussi, parce qu'elle offre des opportunités d'élargissement de la base de production et d'exportation du pays. A l'ère du tout numérique, le commerce international ne peut rester en marge des progrès technologiques devenus les vecteurs essentiels de la croissance

économique de l'entreprise », a dit le ministre d'Etat Adada, à l'ouverture. Tout un défi à relever, face aux obstacles administratifs, sécuritaires et de mentalité qui rendent les échanges intra-africains compliqués. Mais, Brazzaville a fait lever un grand espoir. « Les conclusions auxquelles vous êtes parvenus permettront, j'en suis convaincu, des avancées significatives dans la mise en œuvre de ces accords et les guichets uniques joueront pleinement leurs rôles, en tant qu'instruments de développement du commerce international », a dit Roger Ongoli, directeur de cabinet du ministre des transports, de l'aviation civile et de la marine marchande, qui a clôturé les travaux de cette 4^e conférence.

Philippe BANZ

Journée mondiale de la contraception

Les jeunes filles informées sur l'importance de la planification familiale

A l'occasion de la journée mondiale de la contraception, célébrée dans le monde le 26 septembre de chaque année, l'A.c.b.e.f (Association congolaise pour le bien-être familial) a organisé, d'abord, le 25 septembre (à la veille de la journée mondiale de la contraception) et le 2 octobre 2015, une causerie-débat, doublée au lancement de « Girls srr day », comprenez: journée sur la santé sexuelle de la reproduction des jeunes filles. Ces deux causeries-débats ont eu lieu au siège de sa clinique, à Brazzaville, et ont permis d'expliquer aux filles en âge de raison, venues des arrondissements de la capitale, les avantages de la planification sexuelle, impliquant l'usage des méthodes contraceptives.



Des filles et agents de la clinique de l'A.c.b.e.f.

La planification familiale concerne la mère de famille, la jeune fille et l'homme. Elle diminue, en effet, le taux de mortalité chez la femme, pendant l'accouchement, permet d'éviter les pertes scolaires chez la jeune fille et facilite le repos de l'utérus.

Mais, les jeunes filles, qui sont, souvent, dans l'ignorance de l'importance de la planification des naissances, sont victimes de grossesses précoces et non-désirées, avec des conséquences sociales désastreuses. L'action de Mme Euphrasie Piri Babouma, animatrice en santé de la reproduction et infirmière à la clinique de l'A.c.b.e.f, consiste à orienter les jeunes filles vers les établissements sanitaires appropriés. « Elles doivent fréquenter les services de planification familiale, les centres de santé intégrés, y compris celui de l'A.c.b.e.f, pour trouver la bonne information », dit-elle. A la planification familiale s'associent, impérativement, les méthodes contraceptives, autant pour les jeunes que pour les filles. Il existe plusieurs méthodes de contraception: l'injectable, la pilule, le préservatif, le stérilet, etc. « L'idéal serait que les jeunes qui ont une activité sexuelle permanente utilisent le préservatif qui a une double fonction: il protège contre les I.s.t (Infections sexuellement transmissibles) et évite les grossesses non désirées », souligne Euphrasie Piri Babouma. Une réponse aux thématiques des échanges organisés, à savoir: « Prévention des grossesses non désirées et grossesses précoces », et « la jeune fille et la planification familiale ». Cependant, pour éviter le vide juridique sur la question de l'avortement, Mme Euphrasie Piri Babouma propose que l'Etat élabore des textes légalisant cet acte. « Il y a des choses qu'il faut légaliser: l'avortement qui se fait au vu et au su de tout le monde. Trop de jeunes filles et femmes en meurent. Même quand il est thérapeutique, le médecin qui le fait n'est pas juridiquement couvert... », affirme-t-elle.

Soutenue par les O.n.g.s, la journée mondiale de la contraception a fait progresser la réflexion sur la contraception comme moyen d'éviter les grossesses non désirées et donc, la baisse du recours à l'avortement.

Dans le monde, le constat est tragique: chaque année se dérouleraient 80 millions de grossesses non désirées, dont un quart se terminerait par des avortements de fortune dans des conditions d'hygiène et de sécurité précaires, entraînant ainsi pas loin de 70.000 décès. Les pays « développés » sont tout aussi concernés par ce fléau, la moitié des grossesses y seraient accidentelles et un tiers d'entre elles déboucherait sur un avortement.

Dans les jours à venir, l'A.c.b.e.f envisage d'organiser la causerie-débat sur la reproduction, chaque mois, pour atteindre un public plus important de jeunes filles. Entre-temps, cette organisation non gouvernementale poursuivra sa sensibilisation, le 1^{er} décembre, journée dédiée au V.i.h.sida.

Hordel BIAKORO-MALONGA.

Médias

«242infosnet.cg», un nouveau site Internet consacré à l'actualité congolaise

Le déroulement, dans des conditions convenables, des Onzièmes jeux africains qui se sont tenus à Brazzaville, du 4 au 19 septembre dernier, a considérablement rehaussé l'image du Congo sur le plan international. Organisés au pied levé, après un désistement et plusieurs hésitations, ces olympiades africaines, dénommées Jeux du cinquanteaire, ont aussi permis au site Internet «242infosnet.cg» de s'affirmer comme portail d'informations des différentes compétitions qui se sont enchaînées dans la capitale congolaise.

Le projet élaboré en octobre 2014 avec un budget non indiqué a été porté en public, en février dernier, avec l'ambition de donner l'information aux Congolais et à l'ensemble des internautes, en temps réel, sur les réalisations locales et l'appropriation de celles-ci par les nationaux. Selon Dominique Mayetela Lopoungou, un des administrateurs du site Internet, « informer les Congolais d'ici et de la diaspora, l'ensemble des internautes, sur ce qui se fait de mieux au Congo, nous permet non seulement de réduire la désinformation sur le pays, mais aussi de projeter à l'extérieur une vision positive de ce que nous sommes réellement ». Outre une parfaite couverture

des derniers Jeux africains, le site couvre, principalement, l'actualité africaine, la politique congolaise, la jeunesse, l'économie, la société et la culture. C'est ainsi que «242infosnet.cg», qui a comme leitmotiv: « L'information pour les Congolais par les Congolais », a mis en ligne un remarquable article sur Rhode Bath-Shéba Makoumbou, peintre et sculptrice congolaise, fille du peintre David Makoumbou, aujourd'hui décédé. Cette artiste reconnue voit ses œuvres présentées au cours ce mois d'octobre, à Bruxelles, lors de l'exposition: « Empreintes des femmes à la frontière Sud ». Néanmoins, il reste encore à ce nouveau confrère de la presse, d'étoffer son offre



Page d'accueil d'InfosNet.

de services, à l'instar de sa météo instantanée sur les villes de Brazzaville et Pointe-Noire. Des offres sur le tourisme et des informations pratiques sur le Congo constitueront, pour de nombreux visiteurs du site, de la valeur ajoutée. Il en est de même du développement de l'interactivité et de la participation des internautes pour rendre le site plus vivant, à partir des débats proposés à partir des sujets intéressants la jeunesse congolaise qui regroupe l'essentiel des visiteurs de ce portail.

Animé par une équipe locale encore restreinte, le site Internet «242infosnet.cg» a la particularité de ne pas suivre les méandres de la polémique due aux positionnements politiques. Ce qui, pour l'instant, le préserve de tout jugement malencontreux. Un positionnement qui devrait aussi permettre une lecture consensuelle de ce site Internet.

Jean Clotaire HYMBOUD

SPECIAL PROMO 11^{ème} JEUX AFRICAINS

A L'OCCASION DU JUBILE DES JEUX AFRICAINS DE BRAZZAVILLE
GX INTERNATIONAL VOUS OFFRE DES REMISES EXCEPTIONNELLES
POUR VOS ENVOIS (500gr)

NOS TARIFS				
VERS LA FRANCE	VERS LES USA	VERS L'EUROPE	VERS L'AFRIQUE	VERS LE RESTE DU MONDE
15 000 FCFA	25 000 FCFA	22 000 FCFA	16 000 FCFA	10 000 FCFA

NOS POINTS FORTS:

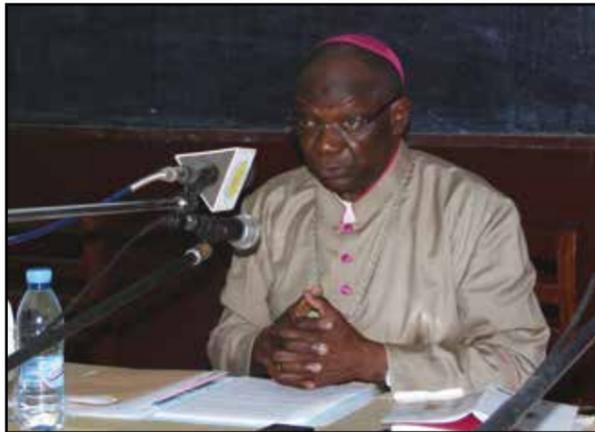
- Nos partenaires: TNT Express, UPS, SCS, SGL, FIATA, ECAIR, AIR FRANCE, TAC, BGFI Bank
- Meilleures offres (national et international)
- Suivi de vos envois en temps réel (tracking)
- Prise de livraison
- Compétitives

GX International vous accompagne vers plus de 50 destinations nationales et plus de 200 destinations internationales

Archidiocèse de Brazzaville

Trois ordinations diaconales ont marqué l'ouverture de l'année pastorale

L'ouverture de l'année pastorale 2015-2016, placée sur le thème: «*Famille, vis et annonce la miséricorde*», a eu lieu samedi 3 octobre 2015, à la place mariale de la cathédrale Sacré-Cœur, au cours d'une célébration eucharistique à laquelle Mgr Anatole Milandou, archevêque métropolitain de Brazzaville, a ordonné diacres, trois grands séminaristes: Aser Emmanuel Bakouika, Christ-Roi Varèle Massamba Nkwizulu et Grâce Chardelly Mienanzambi. Animée par la chorale diocésaine Mgr Barthélémy Batantou, Les amis du grégorien et la schola populaire, cette messe a connu la participation de nombreux prêtres, religieux, religieuses. Mais, Mgr Anatole Milandou s'est indigné de la faible mobilisation de la chrétienté. Avant d'inviter cette dernière à vivre, à annoncer et à méditer la miséricorde de Dieu qui sera le leitmotiv d'une réflexion approfondie tout au long de l'année pastorale, dont l'ouverture officielle interviendra, le 8 novembre prochain, à Rome, par le Pape François.



Mgr Anatole Milandou, prononçant son mot à la clôture de la session.

et autres ngongui. L'archevêque a interpellé les curés sur le fait que les paroisses ne fonctionnent pas selon les normes administratives requises. Il a demandé la tenue des registres où sont mentionnées les activités

Au début de la messe, l'abbé Léonard Milongo, vicaire général de Brazzaville, responsable des vocations, des séminaires et du clergé, a eu l'insigne honneur de présenter à la chrétienté, les futurs candidats au diaconat. Au nom de l'Eglise, Mgr Anatole Milandou les a acceptés, pour qu'ils soient ordonnés diacres.

Entre-temps, les ouvriers apostoliques, les membres des conseils pastoraux paroissiaux et ceux des mouvements d'apostolat diocésains s'étaient réunis, du 29 septembre au 1^{er} octobre 2015, dans la salle de la catéchèse de la cathédrale Sacré-Cœur, pour une session précédant l'ouverture de l'année pastorale, sous les auspices de Mgr Anatole Milandou. Comme à l'accoutumée, l'objectif de cette session est de partager, réfléchir, méditer sur le thème annuel de l'année et de débattre sur des questions liées au bon fonctionnement de l'Eglise locale de Brazzaville. Pendant trois jours, les participants ont suivi diverses communications présentées par des prêtres. Il y a eu aussi des travaux en atelier animés par les aumôniers diocésains, pour mener une réflexion approfondie des messages des évêques du Congo concernant la fa-

mille congolaise aujourd'hui: identité, engagement dans l'Eglise et la société; et sur le message du Pape François au sujet de la miséricorde.



Les participants à la session pastorale.

Des recommandations ont été adoptées à la fin. Clôturant les travaux de la dite session, Mgr Anatole Milandou a, une fois de plus, attiré l'attention de sa communauté chrétienne sur la manière de célébrer la liturgie dans l'archidiocèse, surtout au niveau des chants liturgiques. Il a demandé que le chant liturgique soit méditatif et non accompagné de tintamarre avec les guitares

menées. «*Je lance un vibrant appel aux curés à prendre à bras le corps l'administration de leurs paroisses respectives. Il y a un temps pour s'asseoir au bureau et faire le travail de l'administration et un temps pour s'occuper d'autres choses. Eviter certains abus qui sont légion dans vos paroisses*», a-t-il dit. Ensuite, il a rappelé la situation politique qui prévaut dans le pays et qui est

délicate. Le prêtre ne doit pas se servir de l'ambon pour régler ses comptes personnels. «*L'ambon sert à prêcher la parole de Dieu, un point c'est tout. Ceci étant, les aumôniers et les curés de paroisses ont intérêt à veiller à la méditation de la parole de Dieu au début de chaque réunion ou rencontre*», a-t-il dit. En ce qui concerne le patrimoine de l'Eglise, l'archevêque a souligné qu'il faut mettre en valeur tous les terrains dont dispose l'archidiocèse, par des activités de développement, en créant, par exemple, des centres aérés, de formation, d'apprentissage aux petits métiers, etc. Puisque la miséricorde, c'est aussi être attentif à la détresse des autres. «*Pendant les temps forts de l'année liturgique, les mouvements d'apostolat devraient choisir des lieux saints de notre Eglise pour méditer sur le thème de l'année. Car, organiser une session qui précède l'ouverture de l'année pastorale, c'est jeter les bases des activités pastorales annuelles à entreprendre. Voilà pourquoi nous devrions pratiquer les œuvres de miséricorde au cours de cette année, car nous sommes le sel de la terre et la lumière du monde*», a fait savoir Mgr Anatole Milandou.

Pascal BIOZI KIMINOU

Cette semaine au Vatican

La guerre décuple la souffrance des peuples

Ouverts il y a une semaine au Vatican, les travaux de la XIV^{ème} assemblée générale du Synode des évêques sur la famille se poursuivent normalement à la cadence et suivant le programme établi. Vendredi dernier, après deux jours de travail en carrefours linguistiques, les Pères synodaux sont revenus dans l'Aula, pour faire part, en congrégation générale, des idées émergées de leurs discussions.



Les Africains sont venus faire entendre leur voix au Synode. Ici le Cardinal Robert Sarah.

Mais avant l'ouverture de la congrégation, le Pape François, qui prend part aux travaux tous les jours, a tenu à exprimer «*douleur*» et «*profonde préoccupation*» face aux événements en cours en Syrie, en Irak, à Jérusalem et en Cisjordanie, «*où nous assistons à une escalade de violence qui implique des civils, des innocents et continue d'alimenter une crise humanitaire d'une ampleur énorme*». «*La guerre conduit à la destruction; elle décuple la souffrance des populations. L'espérance et le progrès ne sont engendrés que par des choix de paix*», a averti le Saint-Père qui a ainsi invité à une prière «*intense et confiante*» qui soit aussi une expression de proximité vis-à-vis des patriarches et évêques de cette région, présents au Synode, ainsi qu'aux prêtres, à leurs fidèles et plus largement à tous ceux qui vivent dans ces pays où les violences sévissent. Le Pape a, également, souhaité que cette prière soit dédiée aux zones d'Afrique qui subissent des conflits analogues, l'Afrique un continent que le Pape visitera, du 25 au 29 novembre prochains, avec des étapes importantes au Kenya, en Ouganda et plus près de nous, en Centrafrique.

Après l'intervention du Pape, les travaux dans l'Aula du Synode se sont poursuivis avec les synthèses des treize cercles mineurs, relatives à la première partie de l'Instrumentum laboris dédiée à «*l'écoute des défis sur la famille*». Moins de crises, plus d'espérance, voilà l'observation qui émerge de ces textes, qui invitent à souligner la beauté de la famille et non seulement ses difficultés. Les pères synodaux ont, également, délivré une réflexion sur la réelle efficacité de la Pastorale familiale. Ces idées se recourent dans la volonté d'apporter plus d'espérance et de confiance à la famille chrétienne; de mettre plus en lumière la beauté et la vitalité de la famille; de voir quelle est la responsabilité de l'Eglise dans la crise de la famille et donc la crise de la société. Les Pères synodaux africains ont réaffirmé le besoin d'une approche universelle sur la famille, fondée sur les valeurs de la Bible et pas seulement déduite des expériences euro-centriques minoritaires; non à la théorie du genre, mais oui à une pastorale spécifique pour les migrants et les réfugiés; plus d'attention aux personnes âgées et approfondir la recherche sur l'implication de la bioéthique dans la vie humaine.

Albert S. MIANZOUKOUTA
(Correspondant au Vatican)

Communiqué du secrétariat général de la C.e.c

Le secrétaire général de la C.e.c (Conférence épiscopale du Congo) informe les secrétaires-chanceliers des diocèses du Congo et les différents confédérés, que la session de formation, initialement prévue, du 12 au 14 octobre, a été repoussée à la semaine d'après, c'est-à-dire, du 19 au 23 octobre 2015. Le programme reste inchangé:
-Lundi 19 octobre: arrivée et installation au CIO
-Mardi 20 octobre à 9h: début des travaux
-Mercredi 21 octobre: fin des travaux dans la soirée.

N.B: Pour les confédérés, le jour et l'heure d'intervention restent inchangés. Par contre, veuillez nous signaler votre participation ou votre disponibilité, avant le 10 octobre 2015. Dans la joie de nous rencontrer, veuillez agréer, chers confrères et Messieurs, toutes nos salutations fraternelles dans le Christ.

Abbé Brice Armand
IBOMBO
S.G de la CE

Calendrier de la Conférence épiscopale du Congo

Du 28 au 30 novembre 2015
Visite apostolique du Pape François à Bangui (Rca)

Du 1^{er} au 6 décembre 2015
Retraite spirituelle à Liambou (Pointe-Noire)

Du 3 au 5 février 2016
Session pastorale au C.i.o
(Centre interdiocésain des œuvres) à Brazzaville

6 février 2016
Clôture de l'année de la vie consacrée

Du 4 au 10 avril 2016
Assemblée plénière de la C.e.c
(Conférence épiscopale du Congo)

Congrégation des sœurs de Notre-Dame du Mont Carmel

Faire-part

A l'occasion de la clôture du 5^{ème} centenaire de la naissance de leur mère fondatrice, sainte Thérèse d'Avila, les sœurs Carmélites de Brazzaville font part de la messe d'action de grâce que célébrera Mgr Anatole Milandou, archevêque de Brazzaville, samedi 17 octobre 2015, à 9h 00, au Carmel. Ainsi, les sœurs Carmélites demandent de se joindre à elles par la prière.



Radio Magnificat 93.5FM

Notre Radio, à votre service depuis plus de 5 ans. La Radio de la Joie, la Joie de ceux qui (s)'aiment! 93.7 FM

Nos Contacts:
Tel: 05 531 12 60
- 05 543 12 30
- 06 952 17 68

E-mail:
radio.magnificat@yahoo.fr
Radio Magnificat est située dans l'enceinte du Centre Interdiocésain des Œuvres (CIO), près du CHU, derrière l'Ambassade de Chine



INFO RENTREE 2015 - 2016: Dernières inscriptions

ESCIC est une école de la Chambre de Commerce de Paris et de Pointe-Noire.

DES DIPLOMES FRANÇAIS:

Pour les bacheliers: une formation polyvalente en management d'entreprise entièrement en Anglais (BBA) diplôme international délivré par l'IFAM.
Pour les détenteurs d'un BTS : 3^e année de BBA en Français.

Pour les salariés: des formations en Master 1 et Master 2 en cours du soir.
Tél: 06 638 85 87; 04 43 14827-
Escicinfo2013@gmail.com; www.escic-cg.com

INSERTION LEGALE

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES, DU PORTEFEUILLE PUBLIC, DU PLAN ET DE L'INTEGRATION
DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS ET DES DOMAINES
DIRECTION DE L'ENREGISTREMENT, DE LA FISCALITE FONCIERE ET DOMANIALE
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES IMPOTS DE BRAZZAVILLE
DIVISION DE LA CONSERVATION DES HYPOTHEQUES
ET DE LA PROPRIETE FONCIERE DE BACONGO

L'Inspecteur Divisionnaire de la Conservation des Hypothèques et
de la Propriété Foncière de Baongo-Brazzaville

N°069/15/MEFPPI/DGID/DEFFD/DDIB-B/DCHPFB

Suivant réquisitions reçues par l'Inspecteur Divisionnaire de la Conservation des Hypothèques et de la Propriété Foncière de Baongo, une procédure d'immatriculation, en vue de l'établissement des titres fonciers, est en cours. Cette procédure concerne les immeubles et requérants suivants:

N° D'ORDRE	N° DE RÉQUISITIONS	RÉFÉRENCES CADASTRALES	QUARTIERS	ARRONDIS/DISTRICTS	REQUÉRANTS
01	2645 du 27/05/15	Section -, bloc-, Pile-, Sup. 43.986,75m ²	Linzolo S/Pde Goma Tsé-Tsé	Pool	Association de Développement «Kongo-Lukandu»
02	2310 du 20/06/14	Section AU, bloc-, Pile 11, Sup. 835,08m ²	Kimpouomo	Madibou	M. OUAYA BOUESSO Relisy Berence
03	12452 du 15/05/15	Section-, bloc-, Pile 5, Sup. 498,40m ²	Mayanga 7 quartier Sela Mahembo	Madibou	M. MIERE MOUANKIE Joël
04	2629 du 20/05/15	Section-, bloc-, Pile-, Sup. 8 ha 18 a 22 ca	Village Soumouna S/P de Kinkala	Pool	M. MALONGA Michel
05	2803 du 07/08/15	Section E, bloc-, Pile 124, Sup. 976,06m ²	194, Avenue Savorgnan De Brazza	Bacongo	CNSS de Baongo
06	2748 du 20/07/15	Section AM, bloc-, Piles Case B81/82, Sup. 719,65m ²	Camp Shelter	Mfilou	M. NTSIAMFOUMOU Ludovic Prosper
07	12762 du 8/07/15	Section AS, bloc-, Pile 2, Sup. 660,95m ²	Poto-Poto Djoué	Madibou	Mme KANGA NGALA Vucica Gaëlle
08	1504 du 15/11/12	Section AL, bloc-, Pile 10, Sup. 400,00m ²	108, rue Lounianga (quartier Météo)	Makélékélé	Mme MOUNZENZE Cécile
09	2764 du 23/07/15	Section C, bloc 63, Pile 11, Sup. 500,00m ²	Case 2118 Centre Sportif	Makélékélé	M. MPASSI Jean Baptiste
10	2792 du 29/07/15	Section A V, bloc-, Pile 16, Sup. 1.250,00m ²	Quartier Mayanga	Makélékélé	M. KISSILA Ange Médard
11	2616 du 07/05/15	Section-, bloc-, Pile-, Sup. 1.186m ²	Ignié PK 45 S/P d'Ignié	Pool	M. METALA Romaric Wilfrid Herman
12	2619 du 07/05/15	Section-, bloc-, Pile, Sup. 25.000m ²	Ignié PK 45 S/P d'Ignié	Pool	M. METALA Romaric Wilfrid Herman
13	2621 du 11/05/15	Section BJ, bloc 101, Pile 8 A, Sup. 400m ²	Quartier Mbouono	Madibou	M. MIENAGATA Jean Christophe
14	2632 du 20/05/15	Section G, bloc-, Pile 4, Sup. 842,80m ²	La Glacière	Bacongo	M. BIZAMBA Jean Marie
15	2697 du 24/06/15	Section AQ, bloc-, Pile S, Sup. 210m ²	Mouyabi (quartier Indzouli)	Mfilou	Mme MBERI Honorine Mboyo
16	2696 du 24/06/15	Section AQ, bloc- Pile-, Sup. 689,80m ²	Rue non dénommée	Moungali	Enfants MBERI Théodore
17	2676 du 02/06/15	Section AR, bloc-, Pile I, Sup. 459,74m ²	Mayanga	Madibou	M. DIABANKOUZEI Wilfrid
18	1339 du 20/08/15	Section AV, bloc-, Pile 3, Sup. 3480,00m ²	17 km (quartier Ntsangamani)	Makélékélé	M. BAKOUIKA HEMILEMBOLO Louis Geoffroy et Enfants
19	2636 du 21/05/15	Section-, bloc-, Pile-, Sup. 664,91m ²	Ntari Nguuari (Kintélé)	Pool	M. BAKOUIKA HEMILEMBOLO Géoffroy
20	2780 du 28/07/15	Section-, bloc-, Pile-, Sup. 3.200m ²	Mayanga	Madibou	Mme NDEBEKA Misère Ursula Andress
21	2782 du 28/07/15	Section-, bloc-, Piles 6,7,8,17,18,19, Sup. 3.600,00m ²	Rue Movanga Joseph	Madibou	M. DIAFOUKA MABONDZO Joseph
22	2594 du 21/04/15	Section AG, bloc 10, Pile 16, Sup. 390,06m ²	1, rue Batimalou (quartier Kinsoundi)	Makélékélé	M. KIMPO NTSIKA Martin Brice
23	10911 du 05/09/14	Section AR, bloc-, Pile 8, Sup. 400,00m ²	5, rue Mondzika-Nganga (Mayanga)	Madibou	M. MAYINDOU Laurent
24	2694 du 23/06/15	Section C2, bloc 82, Pile 5 bis, Sup. 237,07m ²	Rue Raymond Paillet (Mpissa)	Bacongo	M. BATALIAK MAKOUNDOU Georges
25	2710 du 29/06/15	Section F, bloc 112, Pile 4, Sup. 18.382m ²	18 bis, avenue André Matsoua	Bacongo	M. MBEMBA OBANGUE Renée Gabrielle
26	2766 du 24/07/15	Section B2, bloc 142, Pile 17, Sup. 454,00m ²	54, avenue du 5 Février (Diata)	Makélékélé	M. KIBANGOU Jean Eloi
27	2795 du 31/07/15	Section A2, bloc 2, Pile 5, Sup. 400,00m ²	154, rue Lounianga (Météo)	Makélékélé	M. KOUBATIKA Gladys Arnaud Hurstel
28	2847 du 12/08/15	Section I, bloc 35, Pile 13, Sup. 1063,28m ²	Centre-ville	Bacongo	Mme MATHEY née GIRAUD Christiane
29	2759 du 22/07/15	Section C3, bloc-, Pile 9, Sup. 270m ²	1936, avenue Fulbert Youlou	Makélékélé	M. OUAMBA Guy Noël
30	2765 du 24/07/15	Section C2, bloc -, Pile 101, Sup. 301m ²	101, rue Condorcet	Bacongo	M. MIAYEKAMA BIBILA Gustave
31	2747 du 20/07/15	Section C3, bloc 176, Pile 4, Sup. 281,93m ²	194, rue Frère Hervé	Makélékélé	Mme NAKAVOUA LOUTAYA Rachel
32	2805 du 07/08/15	Section-, bloc-, Pile 1, Sup. 221622m ²	Centre de Santé Intégré de Kibina (Projet)	Madibou	Etat Congolais
33	2670 du 29/05/15	Section -, bloc-, Pile-, Sup. 29.968,95m ²	Kintélé, Sous-Préfecture d'Ignié	Pool	M. OBA Pierre
34	2976 du 09/09/15	Section -, bloc-, Pile-, Sup. 2637,17m ²	Kinkala	Pool	Enfants MASSAMBA Arthur

Au-delà d'un délai de deux (2) mois, à compter de ce jour, aucune opposition ou déclaration à l'immatriculation ne sera plus recevable (Art. 26 du Régime de la Propriété Foncière)

Pour insertion légale
Guy Roger MASSA
Inspecteur Principal des Impôts

Fait à Brazzaville,
le 5 Octobre 2015

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES, DU PORTEFEUILLE PUBLIC, DU PLAN ET DE L'INTEGRATION
DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS ET DES DOMAINES
DIRECTION DE L'ENREGISTREMENT, DE LA FISCALITE FONCIERE ET DOMANIALE
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES IMPOTS DE BRAZZAVILLE
DIVISION DE LA CONSERVATION DES HYPOTHEQUES ET DE LA PROPRIETE FONCIERE DE BACONGO

INSERTION LEGALE

L'Inspecteur Divisionnaire de la Conservation des Hypothèques
et de la Propriété Foncière de Baongo-Brazzaville

N°070/15/MEFPPI/DGID/DEFFD/DDIB-B/DCHPFB

Suivant réquisitions reçues par l'Inspecteur Divisionnaire de la Conservation des Hypothèques et de la Propriété Foncière de Baongo, une procédure d'immatriculation, en vue de l'établissement des titres fonciers, est en cours. Cette procédure concerne les immeubles et requérants suivants:

N° D'ORDRE	N° DE RÉQUISITIONS	RÉFÉRENCES CADASTRALES	QUARTIERS	ARRONDIS/DISTRICTS	REQUÉRANTS
01	2690 du 17/06/15	Section AN, bloc-, Pile 2, Sup. 897,99m ²	Rue Mouyaby	Mfilou	M. IGNOUMBA Serge Victor
02	2746 du 17/07/15	Section-, bloc-, Pile-, Sup. 14.278,41m ²	Village Yalavounga (Kinkala)	Pool	M. et Mme LOKO Jean-Gaude
03	2800 du 05/08/15	Section-, bloc-, Pile 12, Sup. 763,00m ²	Rue Pemba Mouteka (Kombé)	Madibou	M. MAYIKA Florent
04	2961 du 1 ^{er} /09/15	Section C2, bloc-, Pile 9, Sup. 268,13m ²	143 bis, rue Berlioz	Bacongo	Mme KIMFWEMA Léocadie
05	12348 du 30/05/15	Section-, bloc-, Pile-, Sup. 283.794,00m ²	Ntoul (sous-préfecture de Goma Tsé-Tsé)	Pool	Mme MALEKA Adèle
06	2745 du 16/07/15	Section G, bloc 138, Pile 12, Sup. 324,00m ²	109, rue Mbama	Bacongo	M. NGOMA François
07	11490 du 08/12/14	Section-, bloc-, Piles 5-6, Sup. 756,00m ²	Quartier Kibina	Madibou	Mme LOUNZOUBOULOU Isabelle et MBEMBA Thibault R.
08	2822 du 12/08/15	Section G, bloc 99, Pile 8, Sup. 17240m ²	Quartier Mbama	Bacongo	M. NKOUNKOU Fulbert
09	2695 du 23/06/15	Section C, bloc 56, Pile 3, Sup. 279,18m ²	516, rue Docteur Cureau	Bacongo	M. BINOUETA Antoine
10	2683 du 21/05/15	Section B2, bloc 164, P7, Sup. 364,74m ²	78, rue Jacob (Diata)	Makélékélé	Mme MAKANI Clémentine
11	11906 du 30/01/15	Section-, bloc 1, Pile 2, Sup. 1.981,00m ²	Makombou Mampombo (Kinkala)	Pool	Mme NZALANKANI TANI Rachida D.
12	2963 du 1 ^{er} /09/15	Section G, bloc-, Pile 4, Sup. 305,76m ²	300, avenue de Militant	Bacongo	M. MOUDZEO Henri
13	2688 du 17/06/15	Section-, bloc-, Pile 2, Sup. 936,00m ²	Avenue Ndiata Camille	Madibou	Mme MOUELE Marlène Eudoxie Lauriat
14	2804 du 07/08/14	Section-, bloc-, Pile-, Sup. 10.365,00m ²	Yangui (Village)	Pool	Mme MILANDOU DIAOUAKOU Rosalie
15	2802 du 06/08/15	Section-, bloc-, Pile-, Sup. 1.957,16m ²	Quartier Makombou (Kinkala)	Pool	Mme OUADIABANTOU Astride Magali
16	2959 du 1 ^{er} /09/15	Section C2, bloc 22, Pile 12, Sup. 195,00m ²	43, rue Augagneur	Bacongo	Mme SOUAMOUNOU KOUKA Farelle Ivelta
17	2535 du 26/02/15	Section-, bloc-, Pile-, Sup. 400,00m ²	Ntsouélé	Mfdou	M. MOUNZIKA Fidèle
18	2768 du 24/07/15	Section A2; bloc 1, Pile 12, Sup. 213,56m ²	32, rue Moundongo	Makélékélé	Enfants TEKASSALA Maurice
19	2919 du 12/08/15	Section B2, bloc 163, Pile 16, Sup. 280,55m ²	25 ter, rue Jacob Binaki (Diata)	Makélékélé	M. MBANZOULOU Eugène
20	2920 du 12/08/15	Section AJ, bloc-, Pile 5, Sup. 400,39m ²	2, rue Nguouédi Joseph (qtier Massina)	Mfilou	Mme MBANZOULOU NKOUA Emmanuelle la Rosée Colombe
21	2921 du 12/08/15	Section D2, bloc 21, Pile 3, Sup. 549,07m ²	5, rue du Marché (Diata)	Makélékélé	M. MBANZOULOU Eugène
22	2341 du 24/07/14	Section B, bloc 5, Pile 6, Sup. 695,70m ²	Quartier ex-Télévision	Makélékélé	M. MBANZOULOU Eugène
23	2913 du 12/08/15	Section AU, bloc-, Pile 1, Sup. 875,70m ²	2, rue Loubassou Loua Nouni	Djiri	Mme NDONA Catherine
24	12480 du 20/05/15	Section AN2, bloc 122, Pile I, Sup. 621,46m ²	Rue Montampa	Mfilou	Mr BIYOU DI Félix
25	2987 du 15/09/15	Section-, bloc-, Pile 6, Sup. 1094,40m ²	Madibou	Madibou	Mme MBANOU Emilie
26	2933 du 12/08/15	Section-, bloc-, Pile 5, Sup. 600,00m ²	Rue Biyela Elisabeth	Madibou	Mme MALONGA née TELAYANDI Claire
27	2930 du 12/08/15	Section A5, bloc 55, Pile 13, Sup. 376,93m ²	28, rue Mampouya Benjamin (Ngabio)	Moungali	M. MAMPOUYA Alain Rodrigue Adolphe
28	2475 du 10/12/14	Section-, bloc-, Pile 4, Sup. 403,70m ²	Ngampoko	Madibou	Mme BAVOUATA Irma Chantal
29	2931 du 12/08/15	Section-, bloc-, Pile-, Sup. 1.600,00m ²	Rue non dénommée (qter Nkombé)	Madibou	Mme MALONGA née TALAYANDI Claire
30	2666 du 29/05/15	Section BD, bloc-, Pile 10, Sup. 201,69m ²	Rue Malanda (Mafouta)	Djiri	M. ETOMBE François
31	2702 du 26/06/15	Section AE, bloc-, Pile 8, Sup. 579,11m ²	1, rue Malonga Dominique (Mansimou)	Madibou	Mme SILOU née LOUCHOCHO Martine
32	2793 du 29/07/15	Section A3, bloc 70, Pile 26, Sup. 349,23m ²	16, rue Sitabi	Makélékélé	Mme MAMBOUANA DZOSSI Alphonsine
33	2903 du 12/08/15	Section C3, bloc 2, Pile 6, Sup. 404,72m ²	1713, avenue de l'OUA	Makélékélé	SCIFAB
34	8577 du 23/03/13	Section AR, bloc-, Pile 2 et 11, Sup. 792,98m ²	Rue non dénommée (Moussosso)	Madibou	M. FILA MBOMBOLO Sylvér Evrard
35	8998 du 29/11/13	Section AV, bloc-, Piles 14-16, Sup. 1524m ²	Quartier Poto-Poto Djoué	Madibou	M. FILA MBOMBOLO KIMINOU
36	8991 du 25/11/13	Section-, bloc-, Pile-, Sup. 4033,00m ²	Village Yalavounga	Kinkala	M. FILA MBOMBOLO KIMINOU

Au-delà d'un délai de deux (2) mois, à compter de ce jour, aucune opposition ou déclaration à l'immatriculation ne sera plus recevable (Art. 26 du Régime de la Propriété Foncière).

Pour insertion légale
Guy Roger MASSA
Inspecteur Principal des Impôts

Fait à Brazzaville,
le 5 Octobre 2015

Commune de Brazzaville

Les administrateurs-maires de Moungali et Bacongo investis dans leurs fonctions

Nommés le 19 juin dernier par décret présidentiel, Benjamin Alphonse Loukakou et Simone Loubienga ont été, officiellement, investis, jeudi 8 octobre 2015, dans leurs fonctions d'administrateurs-maires de Moungali, pour le premier, et de Bacongo, pour la seconde. C'était au cours des cérémonies présidées par Barthélémy Okimi, secrétaire général du département de Brazzaville, aux sièges de leurs mairies respectives.

Enseignant chevronné, géographe, diplomate et journaliste, Benjamin Alphonse Loukakou, administrateur-maire de Moungali ayant succédé à Pierre Malanda, a souligné qu'il se focalisera dans la réalisation du plan quinquennal du conseil départemental et municipal de la commune de Brazzaville. «*Mais, en plus, mon rôle sera, entre autres, de veiller, en permanence, à la stricte application des lois et règlements de la République, de promouvoir les valeurs de paix et de cohésion sociale, aux fins de favoriser le vivre-ensemble dans notre arrondissement, situé au cœur de Brazzaville*», a-t-il précisé. Pour ce faire, il compte sur l'appui de la population de son arrondissement. Il a fait savoir qu'un

accent sera également mis sur l'assainissement, la protection des acquis infrastructurels et la préservation de l'environnement. Son action se focalisera dans l'observation des délibérations prises dans le cadre du plan d'action quinquennal du conseil départemental et municipal de Brazzaville. Un accent particulier sera mis pour raccourcir, dans son arrondissement, les délais d'exécution des missions et autres tâches quotidiennes dévolues aux services municipaux. A Bacongo, le deuxième arrondissement de la capitale, Mme Simone Loubienga, médecin de profession, succède à Raymond Kouba, en tant qu'administrateur-maire. Deuxième femme à être hissée à cette responsabilité dans la commune de Braz-



Benjamin Alphonse Loukakou recevant le drapeau, symbole de commandement.



Photo de famille avec Simone Loubienga (au milieu).

zaville, elle a indiqué que son devoir est d'être au service de ses concitoyens et de leur rendre la vie agréable, à travers les actes qu'elle va poser. C'est pourquoi elle envisage d'être sur le terrain, pour toucher du doigt le vécu quotidien des administrés. Mais, tout d'abord, elle vise à ce que son arrondissement soit un «*véritable havre de paix*». «*A ce sujet, je me ferai violence à m'investir pour le maintien de l'ordre et la tranquillité au sein de notre arrondissement. Mon cheval de bataille demeure l'assainissement, la salubrité, la promotion de la paix et du vivre ensemble, la sécurité et la libre circulation des personnes et des biens, la promotion des initiatives de développement tant individuelles que collectives*», a-t-elle renchéri. Assimilant sa nouvelle fonction à un sacerdoce, Dr Si-

monne Loubienga promet de se mettre résolument «*au service de la communauté, en s'employant à vivre le prolongement de ce sacerdoce, en aidant les populations de Bacongo à mieux vivre ensemble, pour que l'émergence ne soit pas un vain concept, mais une réalité tangible*». Outre cela, la première citoyenne de Bacongo estime que la nomination des femmes aux postes de responsabilité est un hommage rendu à la femme congolaise, pour son engagement au processus démocratique et à la sauvegarde de la paix dans le pays. Elle a lancé un appel à la gent féminine d'œuvrer ensemble dans un esprit de complémentarité, pour le vivre ensemble et le développement du pays.

Alain-Patrick MASSAMBA «,

Ambassade des Etats-Unis d'Amérique (Brazzaville)

Des travaux d'agrandissement en réalisation

Du 5 octobre 2015 au 17 avril 2017, l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique, à Brazzaville, entreprend des travaux d'extension de ses structures. Lesdits travaux mobilisent près de 200 travailleurs congolais dans tous les domaines de la construction. Au final, cette ambassade aura, en un seul endroit, plusieurs structures, y compris l'entrepôt, les ateliers de menuiserie et le garage qui sont, aujourd'hui, situés au quartier Mpila.

La beauté des nouvelles structures sera rehaussée par une verdure de plus de 50 arbres nouvellement plantés. Comme les structures existantes, les nouveaux bâtiments seront construits selon le standard Leed d'Or, un programme développé par le Green Building Council des Etats-Unis (USGBC) pour la certification de la conception, de la construction et de l'exploitation de bâtiments écologiques. (<http://www.nrdc.org/buildinggreen/leed.asp>)

C.c.d.p (Congrès congolais pour la démocratie et le progrès)

Martial Mathieu Kani se prononce pour le «non» au changement de la Constitution

Le secrétariat national du Bureau exécutif national du C.c.d.p (Congrès congolais pour la démocratie et le progrès) s'est réuni en session extraordinaire, mardi 6 octobre 2015. Sous la direction de son président, l'ancien ministre Martial Mathieu Kani. C'était pour examiner les rapports issus des instances intermédiaires et de base du C.c.d.p relatifs à la réflexion du parti sur le débat constitutionnel. A l'issue de cette session, le secrétariat national a rendu publique une déclaration dans laquelle le C.c.d.p s'est prononcé pour le «non» au changement de la Constitution du 20 janvier 2002. «*Le C.c.d.p, parti républicain, fermement attaché, d'une part, au strict respect de toute Constitution validée régulièrement par le souverain primaire et, d'autre part, à l'alternance démocratique, dit non au changement de la Constitution du 20 janvier 2002. Le C.c.d.p est disposé à travailler avec toutes les*

forces vives de la Nation œuvrant au triomphe des idéaux démocratiques qui impulseront le progrès et le développement du Congo. En effet, l'assemblée générale inaugurale du Congrès congolais pour la démocratie et le progrès, tenue le 4 juin 2015 à Brazzaville, avait donné mission aux instances issues de ces assises d'organiser la réflexion du parti sur le débat relatif au changement ou non de la Constitution du 20 janvier 2002. Après analyses et débats, le secrétariat national relève ce qui suit: - dans ses discours à la Nation des 12 août 2014 et 12 août 2015, le président de la République a toujours soutenu qu'aux plans social, économique et politique, le Congo ne s'est jamais mieux porté au cours de ces dernières années couvertes par la Constitution du 20 janvier 2002; - la Constitution du 20 janvier 2002 a le mérite de contenir à la fois les dispositions qui



Martial Mathieu Kani.

permettent l'évolution des institutions, mais également les dispositions de nature intangible; les nombreuses propositions de l'éventuelle nouvelle Constitution peuvent se réaliser en application de la Constitution du 20 janvier 2002. Il reste alors

à observer scrupuleusement les dispositions intangibles de cette Constitution.

Pascal Azad DOKO

Assemblée nationale

Les projets du Pam au Congo présentés à Justin Koumba



Justin Koumba.

Le président de l'assemblée nationale, Justin Koumba, a reçu, successivement, en audience, mardi 6 octobre 2015, David James Bulman, représentant du Pam (Programme alimentaire mondial), et le nouveau représentant de l'Eglise kimbanguiste au Congo, le Révérend Georges Etou Mongo. L'entretien avec le représentant du Pam, qui s'est tenu en présence des présidents des commissions santé et éducation de l'assemblée nationale, a porté sur les cantines scolaires que M. David James Bulman a dit vouloir étendre et renforcer, afin de pouvoir nourrir 95.000 enfants. Le Pam entend murir la question, en ayant des discussions approfondies avec la commission éducative de l'assemblée nationale. Par ailleurs, David James Bulman a plaidé pour la mise en application du projet sur la protection sociale qui doit apporter le soutien aux personnes qui souffrent de maladies chroniques et qui ont besoin d'assistance alimentaire. Il a évoqué les autres programmes que le Pam entend exécuter en partenariat avec le gouvernement. Il s'agit, précisément, du projet sur l'agriculture pour les petits producteurs; le projet sur la fortification du maïs, en y apportant des vitamines et des minéraux, afin de le rendre plus fort pour la santé des consommateurs et le projet sur la nutrition qui consiste à trouver des solutions au problème nutritionnel des enfants dans le pays. «*Ces programmes sont évalués à 14 millions de dollars, soit 8 milliards de francs Cfa. Nous sommes à la recherche des fonds pour pouvoir maintenir les cantines jusqu'à la fin de l'année*», a-t-il indiqué.

Le représentant de l'église kimbanguiste est, quant à lui, venu présenter ses civilités à Justin Koumba, après sa nomination à la tête du collège, suite au décès de l'ancien président du collège de l'Eglise kimbanguiste au Congo. Interrogé sur l'apport de l'homme d'église à un homme politique, il a, simplement, dit: «*Nous prêchons la paix. Nous demandons toujours que les hommes politiques s'entendent, soient unis, pour que le pays soit en paix*».

Cyr Armel YABBAT-NGO.

C.p.r (Club perspectives et réalités)

Aimé Hydevert Mouagni appelle les populations à la vigilance

Le député Aimé Hydevert Mouagni, président du C.p.r (Club perspectives et réalités), parti situé à la majorité présidentielle, a effectué, dimanche 27 septembre 2015, des descentes dans quelques quartiers des arrondissements de Brazzaville. En vue d'appeler les populations à la vigilance, après l'annonce du référendum constitutionnel, afin de les prémunir psychologiquement contre «*l'intox, l'instrumentalisation et la manipulation*». AMfilou, Ouénzé, Moungali et Poto-Poto, plusieurs personnes ont participé aux rencontres avec le député.

En effet, fidèle à son habitude d'attirer l'attention des populations contre les «*marchands d'illusions*» et au regard des messages de haine et de violence véhiculés depuis l'annonce du référendum constitutionnel, le président du C.p.r s'est lancé dans une campagne de sensibilisation pour préserver la paix et l'unité nationale. «*Il fallait quand même prévenir ces populations, dès à présent, surtout à cause du caractère séditionnel des propos souvent*



Aimé Hydevert Mouagni.

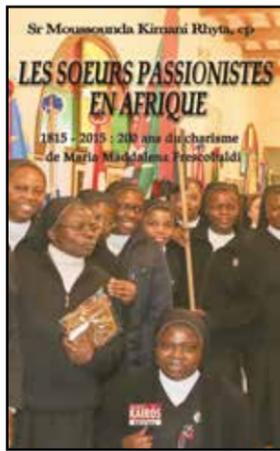
tenus par les acteurs politiques de l'opposition», a dit le président du C.p.r. Celui-ci a condamné l'ethnicisme et le tribalisme qui freinent le développement du pays. Il a mis en exergue les valeurs de paix, d'amour, d'unité, de concorde nationale, de tolérance et du vivre ensemble, en appelant les populations à les interioriser. Il a vanté les nombreuses réalisations du président de la République, à travers son projet de société «*Le chemin d'avenir*». Il est revenu sur les conclusions du dialogue national de Sibiti, auquel il avait pris part. «*Par référendum, j'entends considération et respect du peuple, parce qu'on remet la parole et le pouvoir au peuple, pour départager les deux camps, notamment celui du «oui» et du statut quo*», a-t-il précisé. Le député entend poursuivre ses rencontres dans d'autres arrondissements.

Pascal-Azad DOKO

Vient de paraître

Un livre de Sr Moussounda Kimani Rhyta sur les Sœurs passionnistes en Afrique

La congrégation des sœurs passionnistes de Saint-Paul-de-la-Croix célèbre le bicentenaire de leur fondation, tout au long de l'année 2015. C'est un événement important pour l'Église catholique du monde entier et plus spécialement pour les chrétiens en Afrique. En effet, les sœurs passionnistes sont toutes vouées aux personnes en situation de vulnérabilité, d'exclusion sociale, de maladies ou de misères. Elles orientent leurs activités envers ces personnes, avec le but de les aider à retrouver le sourire. Pour cela, elles s'appuient sur l'image de Jésus sur la Croix, le Jésus souffrant qui s'est abaissé pour sauver l'Humanité. En scolarisant les analphabètes, en réinsérant socialement les jeunes filles abandonnées, les enfants accusés de sorcellerie, en soignant les malades, en formant la jeunesse, on fait «Mémoire de la passion de Jésus et des douleurs de Marie». Une passion qui conduit à la résurrection.



La couverture du livre.

C'est le message qui est au cœur du livre «Les Sœurs Passionnistes en Afrique: 1815-2015: 200 ans du charisme de Marie Maddalena Frescobaldi» de la Sœur Rhyta Kimani (la première passionniste congolaise de Brazzaville), paru aux Editions Afrokairós, à Madrid, en Espagne. L'auteur y retrace les débuts de la congrégation des Sœurs Passionnistes en Afrique, avec l'arrivée de la Sœur belge Madre Maria Marthe Vandeputte (1891-1967) sur le sol de la République Démocratique du Congo, l'incarnation du charisme passionniste en Afrique et son expansion dans d'autres pays africains comme la Côte d'Ivoire, le Nigeria, le Kenya et la Tanzanie. L'ouvrage, composé de 70

pages, est écrit dans un style très romanesque et poétique où se mêlent spiritualité et histoire, méditations et sagesse bantoue. Dans un français accessible à tous les publics, la Sœur Rhyta, en bonne pédagogue et enseignante, introduit, progressivement, ses lecteurs et lectrices dans la belle aventure des Sœurs passionnistes en Afrique que l'on retrouve aussi bien dans les écoles comme enseignantes que dans les hôpitaux comme infirmières; dévouées à la contemplation et portées vers les actions concrètes en vue de la transformation de la société. Ce premier livre de la Sœur Rhyta Kimani, composé de quatre chapitres, est réellement une provocation et une

invitation à la fois. C'est une provocation, car il nous fait survoler les 200 ans d'histoire de la congrégation sans la prétention d'élaborer un traité d'histoire. Et une invitation à prendre conscience de notre mission comme chrétiennes et religieuses, comme laïcs aussi par rapport à l'héritage reçu de Marie Maddalena Frescobaldi, la fondatrice des Sœurs Passionnistes, de nos prédécesseurs et de nos ancêtres dans la foi. C'est un livre pour les Sœurs Passionnistes de Saint-Paul-de-la-Croix certes, mais aussi pour ceux et celles qui s'abandonnent à la Divine Providence et agissent avec amour, foi, patience et miséricorde, conscients qu'en tout homme et en toute femme nous découvrons le visage du Christ.

Pour la petite histoire, Sr Moussounda Kimani Rhyta est née à Brazzaville (République du Congo), de Louise Zonzika et Dominique Kimani Massamba. En l'an 2000, elle est admise comme aspirante chez les Sœurs Passionnistes et dix ans plus tard, elle y prononce ses vœux perpétuels. La Sœur Rhyta est titulaire d'un Master en Droit Privé et Judiciaire de l'Université de Kikwit (RDC). Directrice du Centre Mère de la Divine Providence, elle a enseigné durant plusieurs années en R.D.C. avant d'être envoyée en mission à Arusha, en Tanzanie.

S.E.

Le livre est disponible sur Amazon: en tapant l'ISBN-13: 978-1517607821 ou le nom de l'auteur ou du titre; sur le site des Éditions Afrokairós: www.editions.afrokairois.com

Contact de Sr. Moussounda Kimani Rhyta: soeurrita5@gmail.com
 Movil: +255 683 248 632/+255 769034103
 Contact des Editions Afrokairós:
 Calle Montañas Rocosas 5 -28300, Madrid
 (+34) 610374176 - (+34) 918 928 256
editionsafrokairois@gmail.com
www.editions.afrokairois.com

Festival du Gondwana Abidjan accueillera la première édition

Les 11, 12 et 13 décembre 2015, le Palais de la culture d'Abidjan, en Côte d'Ivoire, abritera la première édition du Festival du Gondwana. Une trouvaille de Mamane (Mohamed Moustafa Mactari, de son vrai nom), ce virtuose humoriste français, d'origine nigérienne, qui est très suivi tous les matins par les auditeurs de Rfi (Radio France internationale), surtout ceux vivant en Afrique. Avec sa chronique «la République très, très démocratique du Gondwana», dans laquelle il refait l'actualité avec art et humour.

Organisée grâce au partenariat Rfi et France 24, la première édition du

Festival du Gondwana connaîtra la participation des artistes du continent africain et d'ailleurs, comme Mamane (bien entendu), Michel Gohou, Digbeu Cravate, Adama Dahico, Dany Mauro, Roch Bodo, Omar de Funzu, Agalawal, Hervé Kimenyi, Tuma Haut, Benjamin Kahitare, Chukun Pat, Magnific, et Charlotte Ntamack. Le programme prévoit trois grands spectacles, un festival du film d'humour, le Village du Gondwana (qui accueillera les festivaliers dans l'enceinte du Palais de la Culture, dans un espace dédié à l'humour sous toutes ses formes: littérature, BD, caricatures, débats, conteurs, troupes de théâtre, zougloou etc.), et la première édition du «Prix Rfi talents du rire». Ce concours qui a pour mission de découvrir les nouveaux talents de l'humour.



Mamane.

Doté d'un prix de 4 000 euros, ce concours est ouvert à tous les humoristes ayant la nationalité et résidents d'un des pays d'Afrique, des îles de l'Océan Indien et des Caraïbes suivants: - en Afrique: Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, République centrafricaine, République du Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Gabon, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Mali, Maroc, Mauritanie, Namibie, Niger, République Démocratique du Congo, Rwanda, São Tomé et Príncipe, Sénégal, Somalie, Soudan, Tchad, Togo, Tunisie; - dans l'Océan Indien: Comores, Madagascar, Maurice et Seychelles; - dans les Caraïbes: La Dominique, Haïti et Sainte-Lucie.

S.E.

Etude de Maître Brislain KOUTOU
Notaire

Sise 93, avenue MOE KATT MATOU, immeuble BATCHI, entre Ex-Warid Congo et la boulangerie Gerbe d'Or, Pointe-Noire, Téléphone: 06 657 45 55/04 433 87 96

INSERTION LEGALE

«B & M CONSTRUCTION»

Société A Responsabilité Limitée Unipersonnelle au capital de UN MILLION DE F. CFA

Quartier Mont Kamba, sur l'Avenue Tchystère

Téléphone: 06 671 89 34/04 425 00 40

RCCM N° CG/PNR/15 B 622

Pointe-Noire

Aux termes d'un acte authentique reçu par Maître Brislain KOUTOU, Notaire, le 1er Septembre 2015, dûment enregistré le 03 Septembre 2015, sous le folio 166/5, n° 190, il a été constitué une société, ayant les caractéristiques suivantes:

Forme: Société A Responsabilité Limitée Unipersonnelle;

Objet: la société a pour objet, directement ou indirectement, en République du Congo, et dans tous autres pays:

- Construction de Bâtiments;
- Constructions métalliques;
- Prestation d'intérim (mise à disposition de personnel);
- Vente de matériaux de construction;
- Importation de matériel industriel et agricole.

Et, généralement, toutes opéra-

tions financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes;

Dénomination sociale: «B & M CONSTRUCTION»;

Adresse: Avenue Tchystère, quartier Mont Kamba;

Administration: la Gérance est assurée par Monsieur Emeric Dael BAKA;

RCCM: elle est immatriculée au RCCM sous le numéro CG/PNR/15 B 622.

Pour avis,

Le Notaire,

Maître Brislain KOUTOU

AVIS D'APPEL D'OFFRES HCR/BZV/UAL/AAO/008/15-JB

TRAVAUX DE REHABILITATION DU NOUVEAU BUREAU DU HCR A BRAZZAVILLE

DANS LE CADRE DE SES ACTIVITES D'ASSISTANCE EN FAVEUR DES REFUGIES EN REPUBLIQUE DU CONGO, LE HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES VOUS INVITE A LUI SOUMETTRE UNE OFFRE SOUS PLI FERME POUR LES TRAVAUX DE REHABILITATION DE SON NOUVEAU BUREAU A BRAZZAVILLE, DESCRIPTION:

Le présent appel d'offres est ouvert à toutes les entreprises et ONG nationales en régies avec

l'administration congolaise, et ayant une expérience dans les travaux similaires.

Les soumissionnaires désireux de participer à cet appel d'offres sont invités à fournir toutes les pièces administratives de leurs entreprises ou ONG, les informations sur la qualification, une description préliminaire de la méthode de travail, le Planning des travaux proposés, le personnel qualifié, ainsi que les matériels dont disposent l'entreprise ou l'ONG.

SPECIFICATIONS:

- Les Dossiers d'Appel d'Offres (cadres de devis estimatifs des travaux) sont disponibles au Bureau de la Logistique du HCR, à Brazzaville, les dossiers peuvent être retirés tous les jours, de 09h 00 à 15 heures.

- Une visite guidée sur site sera organisée, les vendredi 16 et mardi 20 Octobre 2015, à 10 heures précises.

PRESENTATION DE LA SOUMISSION:

Les offres seront présentées sous pli fermé avec mention sur la partie supérieure de l'enveloppe:

«AVIS D'APPEL D'OFFRES N° HCR/BZV/UAL/AAO/008/15-JB: «Travaux de réhabilitation du nouveau bureau du HCR à BRAZZAVILLE», dans deux enveloppes, les dossiers de l'entreprise seront placés dans la première enveloppe sans mention du nom de l'entreprise, et les offres dans la

deuxième enveloppe également sans mention, fermée et contenue dans la première.

Toute offre avec le nom ou l'adresse du soumissionnaire sur les deux enveloppes sera purement rejetée.

OFFRES A DEPOSER A LA REPRESENTATION DU HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES A BRAZZAVILLE, SISE RUE DU 18 MARS 1977, QUARTIER MISSION CATHOLIQUE SACRE-COEUR, CENTRE-VILLE.

DATE LIMITE DE DEPOT: Vendredi 30 Octobre 2015, A 14 H00.

IMPORTANT: LES OFFRES TRANSMISES PAR TOUTE AUTRE VOIE NE SERONT PAS PRISES EN CONSIDERATION. VEUILLEZ SOUMETTRE VOS OFFRES DANS UNE MARGE DE TEMPS SUFFISANTE POUR LEUR RECEPTION DANS LES DELAIS. VOTRE OFFRE DEVRA IMPERATIVEMENT INDIQUER CE QUI SUIT:

1. PRIX DES MATERIELS ET DIFFERENTS INTRANTS;

2. COUT DE LA MAIN D'ŒUVRE;

3. VALIDITE DE L'OFFRE;

4. PERIODE DE GARANTIE;

5. MODE D'ACQUISITION DES MATERIELS ET DIFFERENTS INTRANTS;

6. MODALITES DE PAYEMENT.

NOUS VOUS SAURIONS GRE D'ACCUSER RECEPTION DE CETTE DEMANDE ET D'INDIQUER VOTRE INTERET POUR CET AVIS D'APPEL D'OFFRES.

LES OFFRES SIGNEES ET CACHETTES DEVONT ETRE DEPOSEES DANS LA CAISSE MARQUEE A CET EFFET ET PLACEE A LA RECEPTION DE L'UNHCR BRAZZAVILLE, AU PLUS TARD, LE VENDREDI 30 OCTOBRE 2015, A 14 H 00.

VEUILLEZ RECEVOIR NOS MEILLEURES SALUTATIONS.

Fait à Brazzaville, le 9/10/2015

Journée mondiale des enseignants

Renforcer le rôle des enseignants pour bâtir des sociétés durables

L'Unesco a célébré le 5 octobre dernier, la Journée mondiale des enseignants, en soulignant la nécessité de renforcer le rôle des enseignants, pour parvenir à un développement inclusif et durable à l'échelle mondiale. Cette journée, célébrée cette année, après l'adoption des nouveaux Objectifs du développement durable par l'Assemblée générale des Nations unies, a été l'occasion d'établir une feuille de route pour les enseignants, dans le cadre du nouveau programme Education 2030.



Un instituteur enseignant des écoliers.

Un instituteur enseignant des écoliers. Les enseignants ont des responsabilités minorées, notamment dans le domaine de la petite enfance. De plus, il existe une pénurie croissante d'enseignants qualifiés dans le monde et de nombreuses formations professionnelles sont inadéquates. L'I.S.U (Institut de statistique de l'Unesco) estime que pour atteindre l'éducation primaire universelle d'ici à 2020, les pays devraient recruter 10,9 millions d'enseignants supplémentaires dans le primaire. Tous ces facteurs d'inégalité en matière d'accès et d'apprentissage concernent, d'abord, les régions les plus pauvres et les premiers stades de l'apprentissage. Ce qui constitue une situation lourde de conséquences, dans la mesure où les premières années du développement d'un enfant sont déterminantes. Par ailleurs, les enseignants de l'E.p.e reçoivent dans bien des cas une formation minimale voire pas de formation du tout. Leurs salaires sont bas et leurs perspectives de carrière limitées, tout comme leur statut socio-économique est assez faible.

Les enseignants ont mis en avant la nécessité de donner plus de moyens à tous les enseignants grâce à des conditions de travail décentes, sûres et saines; à une autonomie professionnelle et une liberté pédagogique. Signalons qu'à l'occasion de cette Journée, le Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous et Education International ont lancé une campagne pour les enseignants désireux de devenir des promoteurs de l'éducation et de faire progresser les nouveaux objectifs de développement durable. Les enseignants signataires recevront un kit de promotion et des informations spécifiques à leur pays, afin de les aider à favoriser le changement dans leur pays. Des délégations permanentes auprès de l'Unesco, des Ongs partenaires de cette organisation, des enseignants ainsi que des représentants des réseaux mondiaux et régionaux sur l'éducation à la petite enfance prendront part à cet événement.

Viclaire MALONGA

Cette année, la Journée mondiale des

P.d.c.e. (Projet de développement des compétences pour l'employabilité)

A Pointe-Noire, des journalistes ont été sensibilisés au projet

Afin de lutter, résolument, contre le chômage en milieu juvénile, une délégation du P.d.c.e (Projet de développement des compétences pour l'employabilité), conduite par Michel Mouanga, coordonnateur dudit projet, a animé mercredi 7 octobre 2015, à l'hôtel le Ruisseau, une conférence de presse, pour sensibiliser les professionnels du micro et de la plume au projet.



Michel Mouanga.

Au cours de cette conférence de presse, l'orateur a fait savoir que le P.d.c.e va lancer à compter du 12 jusqu'au 17 octobre 2015 une campagne de recrutement des jeunes vulnérables âgés de 16 à 30 ans, pour diverses formations. L'objectif étant de toucher plus de 80% de potentiels apprenants et susciter, aussi, l'intérêt des différentes populations cibles, pour le projet. Les formations offertes sont, entre autres: la menuiserie, la soudure, la pâtisserie, la restauration, la coupe-couture, la broderie, le maraîchage et l'électricité. Le P.d.c.e, par le biais de l'I.e.c.d (Institut européen pour la coopération, l'A.p.n.i (Association Pointe-Noire industrie) et le cabinet D.m.i consultant, offrira, également, des formations en gestion d'affaires, pour les jeunes micro-entrepreneurs (chefs de très petites entreprises), dont la tranche d'âge varie de 18 à 39 ans. Dans la ville océane, le recrutement se fera ainsi: le 12 octobre 2015, dans l'arrondissement 1, Lumumba, au C.e.f.a automobile; le 13 octobre 2015, à Mvoumvou, à la paroisse Sainte face de Jésus; le 14 octobre 2015,

à la paroisse 3 Tié-Tié, à la paroisse Saint Jean Bosco, le 15 octobre 2015, à la paroisse Saint Kisito, dans le quatrième arrondissement, Loandjili; le 16 octobre 2015, au siège de la mairie de l'arrondissement 5 Mongo-Poukou, et le 17 octobre prochain, au siège de l'église Kimbanguiste de Mpaka, dans l'arrondissement 6 Ngoyo. Les jeunes filles sont la cible encouragée à s'inscrire, particulièrement, aux différentes formations offertes. Au total, quinze mille jeunes vulnérables sur une période de cinq ans bénéficieraient de ce projet ayant deux composantes, à savoir: la composante 1 qui inclut la formation professionnelle, l'insertion professionnelle, l'appui à l'entrepreneuriat pour les jeunes vulnérables et les micro-entrepreneurs. Elle est subdivisée en trois sous composantes: la sous composante 1: formation professionnelle, insertion professionnelle et l'appui à l'entrepreneuriat des jeunes vulnérables, la sous composante 2: la formation professionnelle pour les micros entrepreneurs et la sous composante 3: la formation basée sur l'alphabétisation fonction-

nelle et l'apprentissage, pour les jeunes adolescents déscolarisés. Quant à la composante 2, elle porte sur le renforcement des capacités techniques de planification, de mise en œuvre de suivi et d'évaluation du Ministère de l'enseignement technique, professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi. Signalons que le P.d.c.e est un projet du Ministère de l'enseignement technique, professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi, d'un montant global de seize milliards de Franc Cfa, appuyé par la Banque mondiale. Ce projet est en cours de réalisation depuis le 30 octobre 2014. Suivant les questions posées et les réponses qui en ont découlées, les journalistes ont mieux compris l'enjeu et l'importance de ce projet.

Equateur Denis NGUIMBI

MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE

PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES AGRICOLES (PADEF)

AVIS DE RECRUTEMENT

N° SC 11/2015/ PADEF/UNGP-RPM

« du consultant national chargé d'assurer le suivi et contrôle de l'exécution des travaux de construction et de réhabilitation du CAT d'Inoni Falaise »

- La République du Congo a obtenu du Fonds International de Développement Agricole un financement (Prêt n° 851- CG) de 6,2 millions de dollars US, cofinancé par le Gouvernement congolais pour la mise en œuvre du Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADEF), et à l'intention d'utiliser une partie du montant dudit financement pour financer les services de consultants ci-après: Recrutement d'un consultant chargé d'assurer le suivi et contrôle de l'exécution des travaux de construction et de réhabilitation du CAT d'Inoni Falaise.
- Dans le cadre du partenariat entre le PADEF et la Direction Générale de l'Elevage, il est prévue la construction des bergeries et la réhabilitation des parcs de nuit, de dimanche et de quarantaine, pour la mise en œuvre des opérations préliminaires au métayage ovin et caprin au niveau Centre d'Appui Technique (CAT) d'Inoni Falaise.
- L'objectif global de la mission du Consultant est de contrôler les travaux de construction et de réhabilitation des bâtiments et autres infrastructures. La durée de la mission est de trois (3) mois.
- Le PADEF invite les candidats intéressés à manifester leur intérêt, à fournir des informations pertinentes indiquant leurs capacités techniques à exécuter lesdits services. Le dossier de candidature devra comporter les renseignements suivants: (i) avoir un niveau académique d'au moins BAC + 2 en génie civil/rural; (ii) Avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans le domaine; (iii) Avoir effectué au moins deux (2) missions similaires dans le cadre des projets financés par les bailleurs de fonds internationaux, (NB: joindre les copies des pièces prouvant les informations fournies).
- Sur cette base, un consultant national sera sélectionné conformément aux directives « Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs du Fonds International de Développement Agricole (FIDA). Le consultant national sera sélectionné suivant la méthode « Consultation Individuelle (CI) ».
- Les intéressés doivent obtenir des informations sur les termes de références de la mission, à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables, de 8h 00 à 16h00.
- Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé à l'adresse ci-dessous, au plus tard, le lundi 26 octobre 2015 à 12H 30 avec la mention «AVIS DE RECRUTEMENT N° SC 11/2015/PADEF/UNGP-RPM relatif au recrutement d'un consultant national chargé d'assurer le suivi et contrôle de l'exécution des travaux de construction et de réhabilitation du CAT d'Inoni Falaise».

Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADEF) - Rue Isaac Locko parcelles n° 70/42 et 70/43, Quartier Hôpital Blanche GOMEZ, derrière l'Ambassade des Etats-Unis, Brazzaville, Tél: 00242 06 658 59 19 / 06 644 75 07, Email: blprodercongo@yahoo.fr.

Le Secrétaire Permanent
Charles KINZENZE

MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE

PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES AGRICOLES (PADEF)

AVIS DE RECRUTEMENT

N° SC 10/2015/ PADEF/UNGP-RPM

« du consultant national chargé de réaliser une étude pour l'installation d'une unité pilote de production de gari à NDOUNGA »

- La République du Congo a obtenu du Fonds International de Développement Agricole un financement (Prêt n° 851- CG) de 6,2 millions de dollars US, cofinancé par le Gouvernement congolais pour la mise en œuvre du Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles, et à l'intention d'utiliser une partie du montant dudit financement pour financer les services de consultants ci-après: Recrutement du consultant national chargé de réaliser une étude pour l'installation d'une unité pilote de production de gari à NDOUNGA. La dynamique impulsée par les PRODER avec l'introduction des variétés saines de manioc, la multiplication des boutures à grande échelle et le renforcement des capacités de production des GIEC a eu pour conséquence, l'augmentation des superficies de manioc cultivées, l'amélioration de la productivité et naturellement l'augmentation significative de la production des racines. L'expérience réussie au niveau des GIEC peut servir comme base de développement à l'échelle nationale, d'un entrepreneuriat organisé de transformation et de commercialisation des produits agro-alimentaires. La promotion de cet entrepreneuriat est une réponse aux insuffisances observées au niveau des GIEC, c'est-à-dire leurs incapacités à intégrer les chaînes de valeur au niveau local et national notamment en ce qui concerne la valorisation de la production du manioc. Ainsi, certains GIEC bradent leurs champs de manioc par la vente sur pied et/ou bord-champ, laissant ainsi échapper l'opportunité de réaliser une valeur ajoutée. De ce fait, le Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADEF) envisage appuyer à titre pilote la création à Ndonga (Département de la Bouenza) d'une unité pilote de production de Gari.
- L'objectif global de la mission est de mener une étude pour l'implantation d'une unité pilote de production de gari à Ndonga. La durée de la mission est de 18 jours.
- Le PADEF invite les candidats intéressés à manifester leur intérêt, à fournir des informations pertinentes indiquant leurs capacités techniques à exécuter lesdits services. Le dossier de candidature devra comporter les renseignements suivants: (i) approche méthodologique détaillée de la conduite de l'enquête et le chronogramme, (ii) la proposition financière; (iii) Le Consultant devra être un spécialiste en technologie agro-alimentaire, notamment dans la transformation des produits agricoles, en agro-industrie; (iv) il doit faire montre des compétences avérées dans ces domaines; (v) Il devra en outre avoir une expérience d'au moins dix (10) ans dans l'introduction des innovations en milieu rural; (vi) une bonne capacité de communication et une connaissance avérée en approche participative. (NB: joindre les copies des pièces prouvant les informations fournies).
- Sur cette base, un consultant national sera sélectionné conformément aux directives « Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs du Fonds International de Développement Agricole (FIDA). Le consultant national sera sélectionné suivant la méthode « Consultation Individuelle (CI) ».
- Les intéressés doivent obtenir des informations sur les termes de références de la mission, à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables, de 8h 00 à 16h00.
- Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé à l'adresse ci-dessous, au plus tard, le lundi 26 octobre 2015 à 12H 30 avec la mention «AVIS DE RECRUTEMENT N° SC 10/2015/PADEF/UNGP-RPM relatif au recrutement d'un consultant national chargé de réaliser une étude pour l'installation d'une unité pilote de production de gari à NDOUNGA».

Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADEF) - Rue Isaac Locko parcelles n° 70/42 et 70/43, Quartier Hôpital Blanche GOMEZ, derrière l'Ambassade des Etats-Unis, Brazzaville, Tél: 00242 06 658 59 19 / 06 644 75 07, Email: blprodercongo@yahoo.fr.

Le Secrétaire Permanent
Charles KINZENZE

Football/Éliminatoires CHAN 2016 et Mondial 2018

Diabes-Rouges: dans l'attente des matchs décisifs

Fini la petite trêve! Les Diabes-Rouges A' (version locale), sont à l'orée du match aller des éliminatoires du CHAN, tandis que l'équipe fanion (les A, composés en majorité des professionnels) connaît, maintenant, son adversaire du deuxième tour des éliminatoires de la Coupe du monde-Russie 2018. Ils sont une préoccupation constante pour les dirigeants congolais de football. L'équipe engagée aux éliminatoires du CHAN ira affronter, dimanche 18 octobre, le Cameroun. En math aller du premier tour. Cette entrée suscite déjà beaucoup d'intérêt. Les Diabes-Rouges locaux réussiront-ils à passer? Difficile à dire. Une chose est certaine. Ils sont en chantier depuis un peu plus d'une semaine seulement. Et, à la faveur de la première journée Fifa du mois d'octobre, sous la férule de l'adjoint local de Claude Le Roy, en l'occurrence Isaac Ngata, on les a opposés, samedi 10 octobre, à Pointe-Noire, à leurs homologues du Gabon.

Ce match est diversement commenté. On s'est réjoui de la prestation des Diabes-Rouges A' en première période, au cours de laquelle ils ont mené au score, grâce au but inscrit par Georges Kader Bidimbou (22'). Mais, la deuxième partie a été moins intéressante,



Les Diabes-Rouges, la veille de leur match contre le Bénin. (Thievy Bifouma, n°13).

car ils ont concédé un penalty (82e), transformé par Meye Ndong. Finalement, les deux formations se sont quittées dos-à-dos: 1-1. Un tel résultat, à domicile, n'incite pas, certainement, à l'optimisme. Il exige de tous davantage de sérieux et de rigueur au travail. Cela passe par une réelle prise de conscience. Cependant, concéder un match nul «at home» ne signifie pas que l'avenir, à l'extérieur, est compromis. On ne procède pas à un

ramassis de joueurs manquant de compétitions locales, les regrouper pendant quelques jours et attendre d'eux un beau spectacle comme par enchantement. Souhaitons qu'ils mettent de la rigueur dans le jeu... Rendez-vous le week-end prochain! Et les Diabes-Rouges A? Leur adversaire est l'Éthiopie, qu'ils affronteront en novembre prochain. Battu (0-1) par Sao-Tomé et Principe, l'Éthiopie a composé sa

qualification, dimanche 11 octobre, à domicile, en l'emportant par 3-0. En attendant, les Diabes-Rouges A en question en découdront, mardi 13 octobre, avec le Bénin, au Stade Massamba-Débat. En match comptant, également, pour la journée Fifa. Outre Dylan Bahamboula et Brice Samba, qui n'ont pas encore décidé de leur avenir international, l'effectif convoqué par Claude Le Roy sera privé, notamment, de Delvin Ndinga, blessé à l'épaule. Toutefois, le gros des professionnels est présent: Christoffer Mafoumbi, Marvin Baudry, Arnold Bouka-Moutou, Prince Oniangue, Philtzgerald Mbaka, Hardy Binguila, Fodé Doré, Thievy Bifouma.

E.D.Nguimbi et G.-S.M.

Renzo Ulivieri, entraîneur italien de football

«Le Congo sera une grande réalité du football mondial»

Après la prestation de l'équipe des vieilles gloires d'Italie (Stelle Azzure) ayant séjourné à Brazzaville, au début du mois de septembre dernier, et qui a livré un match amical de gala, avec l'équipe des vieilles gloires du Congo (Diabes-rouges), au Stade de l'Unité, nous avons eu un entretien avec son coach, Renzo Ulivieri, qui est aussi, président de l'association des entraîneurs italiens de football.

«Coach, qui êtes-vous et que dites-vous du match de gala Congo-Italie?»

«Je suis le président de l'Association des entraîneurs de football d'Italie. Je suis venu à Brazzaville, avec le président de la Fédération italienne de football, à l'occasion des 11èmes Jeux africains de Brazzaville. Nous espérons vous recevoir, aussi, pour les Olympiades de Rome. Concernant le match, nous espérons que ça se passerait comme une grande fête et nous sommes très contents, parce que c'a été vraiment une fête, un grand spectacle de football entre deux grandes équipes avec des grands joueurs de football.»

«Comment avez-vous préparé ce match?»

«Physiquement, je ne pouvais pas vraiment le préparer, parce que les joueurs ont été regroupés rapidement. D'un point de vue

tactique, ils ont utilisé ce qu'ils ont toujours utilisé, selon les tactiques italiennes, le 4-2-3-1, qui est un module qu'ils peuvent utiliser selon plusieurs mouvements, autour.

«Que dites-vous de l'équipe congolaise?»

«L'équipe congolaise, ça se voit, est une équipe ayant une grande technique. Vous avez des grands talents, vous avez aussi une grande chance par rapport à nous. Quand nous parlons d'une civilisation évoluée, nous, Italiens, avons commis une grande erreur: nous avons occupé les terrains qui devraient permettre à nos jeunes joueurs d'évoluer, alors que vous, vous avez encore beaucoup d'espaces, et il y a de quoi laisser tous ces espaces à la disposition de vos jeunes, et d'année en année, vous serez, certainement, une grande réalité du football mondial.»

«Vous venez de découvrir le football congolais, comment l'appréciez-vous?»

«Que les footballeurs congolais maintiennent leurs caractéristiques du sens du jeu et du divertissement parce que le football c'est une joie. Mais, ils doivent s'appliquer dans le jeu tactique et technique, et aussi dans la construction de l'équipe, parce que c'est un jeu où compte l'individualité mais aussi, le jeu d'équipe. Ce que je dis est valable pour les anciens, mais aussi, pour la génération actuelle des joueurs.»

«Un mot pour conclure?»

«Je répète, le concept était que ça devrait être une fête, et effectivement c'a été une grande fête. Et lorsqu'il s'agit de jouer, chaque équipe cherche à gagner. Nous, nous avons essayé de gagner. Le Congo aussi a cherché à gagner. Probablement, nous avons eu à tirer plus dans les buts que le Congo, mais, je pense que le football est un tout: des joueurs qui jouent, des entraîneurs qui entraînent et des supporters qui supportent dans les tribunes. Et, les supporters qui étaient dans les tribunes sont partis très contents, et nous sommes très contents, et disposés à renouveler l'expérience. Bon vent au Congo, à son football et à toutes les autres disciplines.»

Propos recueillis par Alain-Patrick MASSAMBA



Renzo Ulivieri

Rétrospective des Jeux africains/Sports de combat

La boxe, toujours populaire

Le tournoi de boxe des 11es Jeux africains s'est déroulé, du 4 au 13 septembre 2015. Il a vu le triomphe, comme les spécialistes le pronostiquaient, de l'Algérie, vainqueur de trois titres sur neuf en jeu, chez les hommes, et du Nigeria, deux titres sur trois possible, dans la version féminine. Il a révélé, aussi, que la popularité du noble art reste intacte, au Congo.

La boxe est un sport à part. On ne la vit pas comme on vit le football, par exemple. On l'évoque avec une certaine pointe d'ironie. Les gens ordinaires s'interrogent sur son sérieux. Drôle de distraction qui oppose, violemment, deux individus sans raison plausible, si ce n'est le vilain plaisir de se faire violence. Mais, l'on en a découvert les joies pendant les Jeux africains de Brazzaville. La salle du gymnase Nicole Oba, à Talangai, a, chaque fois, fait le plein de spectateurs. Les soirées étaient animées par un public exubérant et excité, trop, parfois.

Pour revenir aux résultats, les boxeurs congolais n'ont pas répuégné à ce rendez-vous africain. On les disait si mineurs qu'ils ont fini par surprendre. Dans leur gibelcière, une médaille d'or, au cou de Francel Moussiéssé, la première du Congo dans l'histoire des Jeux africains, et une de bronze, obtenue par Cédric Massala, auteur, en passant, de deux victoires par K.O. Cela pour montrer qu'à certaines occasions, la boxe congolaise s'est approchée des meilleurs.

Sur le vu de l'ensemble de la compétition, il faut bien avouer que le niveau technique des combats a été dans l'ensemble moyen. Nous n'avons pas assisté à une boxe de gala. Cela s'explique bien par le fait que de nombreux boxeurs faisaient à Brazzaville leur première expérience de la compétition internationale, selon la plupart des staffs techniques. Leur évolution est freinée par une trop grande précipitation. Nombreux d'entre eux ont l'instinct du combat. Sur le ring, cet instinct se trouve, souvent, exalté, alors qu'à l'inverse, il ne devrait s'exprimer que dans les limites du Noble art qui est le secret



Le Congolais Moussiéssé déclaré vainqueur de la finale des moins de 49kg

de donner beaucoup de coups et d'en recevoir peu. La boxe, ainsi conçue, est une longue patience. Elle exige des professeurs compétents et des élèves assez compréhensifs, pour se persuader qu'il leur faut, d'abord, lutter contre les élans de leur tempérament. Au tournoi de Brazzaville, il y a eu de très bons boxeurs chez les Algériens, les Nigériens, les Tunisiens, les Égyptiens. Lorsque la technique des Congolais (de Brazzaville et de Kinshasa), des Togolais, des Ghanéens, etc., atteindra le même niveau, on assistera, probablement, à un autre «boom» de la boxe africaine.

G.-S.M.

Le palmarès.

Version Hommes. -49kg: Francel Moussiéssé (Congo/Or), Matias Hamunyela (Namibie/Argent), S.B Sibusiso (Afrique du Sud/Bronze) et Fesiyal Muhamed (Ethiopie/Bronze). **-52kg:** Mohamed Fijsi (Algérie/Or), Sankuru Nkolomoni (RDC/Argent), Junior Mikamou (Gabon/Bronze) et Moroké Mokhotho (Lesotho/Bronze). **-56kg:** Billel Mhamdi (Tunisie/Or), Khalil Litim (Algérie/Argent), Yahia Hesham (Egypte/Bronze) et Gomes Pedro (Angola/Bronze). **-60kg:** Reda Benbaziz (Algérie/Or), Bless Fafoh Sarouna (Togo/Argent), Nielson Okoth Okongo (Kenya/Bronze) et Muluja Wa Mu-

luja (RDC/Bronze). **-69kg:** Oyeleye Oluwafemi (Nigeria/Or), Njikams Nsango (Cameroun/Argent), Cedrick Massala (Congo/Bronze) et Lawson Rahman Musah (Ghana/Bronze). **-75kg:** Seyi Ntsengue (Cameroun/Or), Glory Lmulala Carlos (RDC/Argent), Sighuundu Ben Mizuyu (Zambie/Bronze) et Chikanda Zibani (Botswana/Bronze). **81kg:** Abdehafid Benchebla (Algérie/Or), Orabi Abderahmane (Egypte/Argent), Kenneth Katendi (Ouganda/Bronze) et Ulrich Yombo (Cameroun/Bronze). **-91kg:** Saint Pierre Kennedy (Ile Maurice/Or), Efe Tobor Apochi (Nigeria/Bronze) et Ajowi Eily Ochola (Kenya/Bronze). **+91kg:** Efe Ajagba (Nigeria/Or), Agnes Keddy (Seychelles/Argent), Kassem Madin (Egypte/Bronze) et Crimes Mohamed (Algérie/Bronze).

Version Dames. -51kg: Bouchene Souhila (Algérie/Or), Linus Caroline (Nigeria/Argent), Ziqubu Bathabile (Afrique du Sud/Bronze) et Rym Jouini (Tunisie/Bronze). **-60kg:** Kehinde Obareh (Nigeria/Or), Hlimi Khoulood (Tunisie/Argent), Ayat El Saïd (Egypte/Bronze) et Ilham Mekhalel (Algérie/Bronze). **-75kg:** Edith Agu (Nigeria/Or), Rana Abdelhamid (Egypte/Argent), Yannick Azangue (Cameroun/Bronze) et Rady Adosinda Ghamane (Mozambique/Bronze).

Programme des Nations Unies pour le Développement

AVIS DE VACANCE DE POSTE (Republication) (Interne et Externe)

Les valeurs fondamentales des Nations Unies Intégrité. Professionnalisme. Respect de la diversité

Le Bureau de la Représentation du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en République du Congo, à Brazzaville, recherche, pour son Unité Environnement et Pauvreté:

Titres des postes	Durée et type du contrat	Lieu d'affectation	Date prise de fonction
Un (e) Coordonnateur/trice National (e) Small Grants Programme	SC9-Contrat de Service-1 an avec possibilité de renouvellement	Brazzaville	Dès que possible

Les candidatures (lettre de motivation non manuscrite, CV, P11, copies des diplômes, certificats de travail, noms, adresse et téléphone de trois personnes références professionnelles, copie) doivent être postés en ligne, à l'adresse suivante: http://jobs.undp.org/cj_view_jobs.cfm

Les personnes intéressées sont priées de se rapprocher du PNUD (Bureau des Ressources Humaines), pour obtenir les renseignements complémentaires.

LES CANDIDATURES FEMININES SONT VIVEMENT ENCOURAGEES

N.B: Seuls les candidats répondant au profil du poste et ayant joint le formulaire P11 dûment complété seront contactés.

Date limite de dépôt des candidatures: 20 octobre 2015.

Brazzaville, le 08 octobre 2015.

Mohamed ABCHIR

Représentant Résident Adjoint

OFFRE D'EMPLOIS

Code : BZV6/10/2015

CHARGES DE RELATION CLIENTELE (H/F)

Afin de répondre à ses objectifs de croissance, BGFIBank Congo, leader sur le secteur bancaire, recherche des Chargés de relation clientèle expérimentés dans le segment des entreprises et des particuliers.

DESCRIPTION DE L'OFFRE

Au sein de la Direction Commerciale, vous développez et gérez la relation commerciale d'un portefeuille clients entreprise/particulier, tout en maîtrisant les risques et la rentabilité.

Vos missions seront les suivantes:

- Contribuer au développement commercial du portefeuille par des opérations de prospection, de fidélisation sur des entreprises ou particuliers ;
- Prospecter, développer et fidéliser le portefeuille clients ;
- Analyser la situation des entreprises/particuliers, identifier les interlocuteurs pertinents et leur proposer les solutions les plus adaptées à leurs besoins ;
- Conseiller les prospects et les clients en entretenant avec eux des relations suivies et personnalisées pour déceler leurs besoins et y répondre avec une gamme de solutions adaptées ;
- Mener les entretiens de vente et de suivi clientèle.

PROFILS RECHERCHES

- Années d'expérience: 3 à 4 ans minimum, idéalement dans le même poste
- Profil: Confirmé
- Formation: Maitrise, Master, Bac+4/5
- Formation: Gestion, Banque, Finance
- Qualités requises: bon relationnel, goût prononcé pour la relation commerciale et la gestion du risque

COMMENT POSTULER?

- Un CV actualisé et détaillé avec photographie
- Une lettre de motivation

Merci de postuler à l'adresse électronique suivante avant **le 25 OCTOBRE 2015**

recrutement.bgfibankcongo@bgfi.com ou sur notre site www.bgfi.com



www.bgfi.com



OFFRE D'EMPLOIS

Code : BZV7/10/2015

ANALYSTES CREDIT (H/F)

Afin de répondre à ses objectifs de croissance, BGFIBank Congo, leader sur le secteur bancaire, recherche des Analystes crédits expérimentés.

DESCRIPTION DE L'OFFRE

Au sein de la Direction des Engagements, dans le respect de la politique risque de la banque, vous étudiez des demandes de financement.

Vos missions seront les suivantes:

- Rassembler tous les éléments nécessaires à la prise de décision
- Faire l'analyse des dossiers de crédit
- S'assurer de la qualité des informations reçues auprès des tiers
- Motiver les décisions prises sur les dossiers

PROFILS RECHERCHES

- Années d'expérience: 3 à 4 ans minimum idéalement dans le même poste
- Profil: Confirmé
- Formation: Maitrise, Master, Bac+4/5
- Formation: Comptabilité, Gestion, Economie
- Qualités requises: rigueur, bonne organisation, bon relationnel, capacité d'analyse et de synthèse

COMMENT POSTULER?

- Un CV actualisé et détaillé avec photographie.
- Une lettre de motivation

Merci de postuler à l'adresse électronique suivante avant **le 25 OCTOBRE 2015**

recrutement.bgfibankcongo@bgfi.com ou sur notre site www.bgfi.com



www.bgfi.com



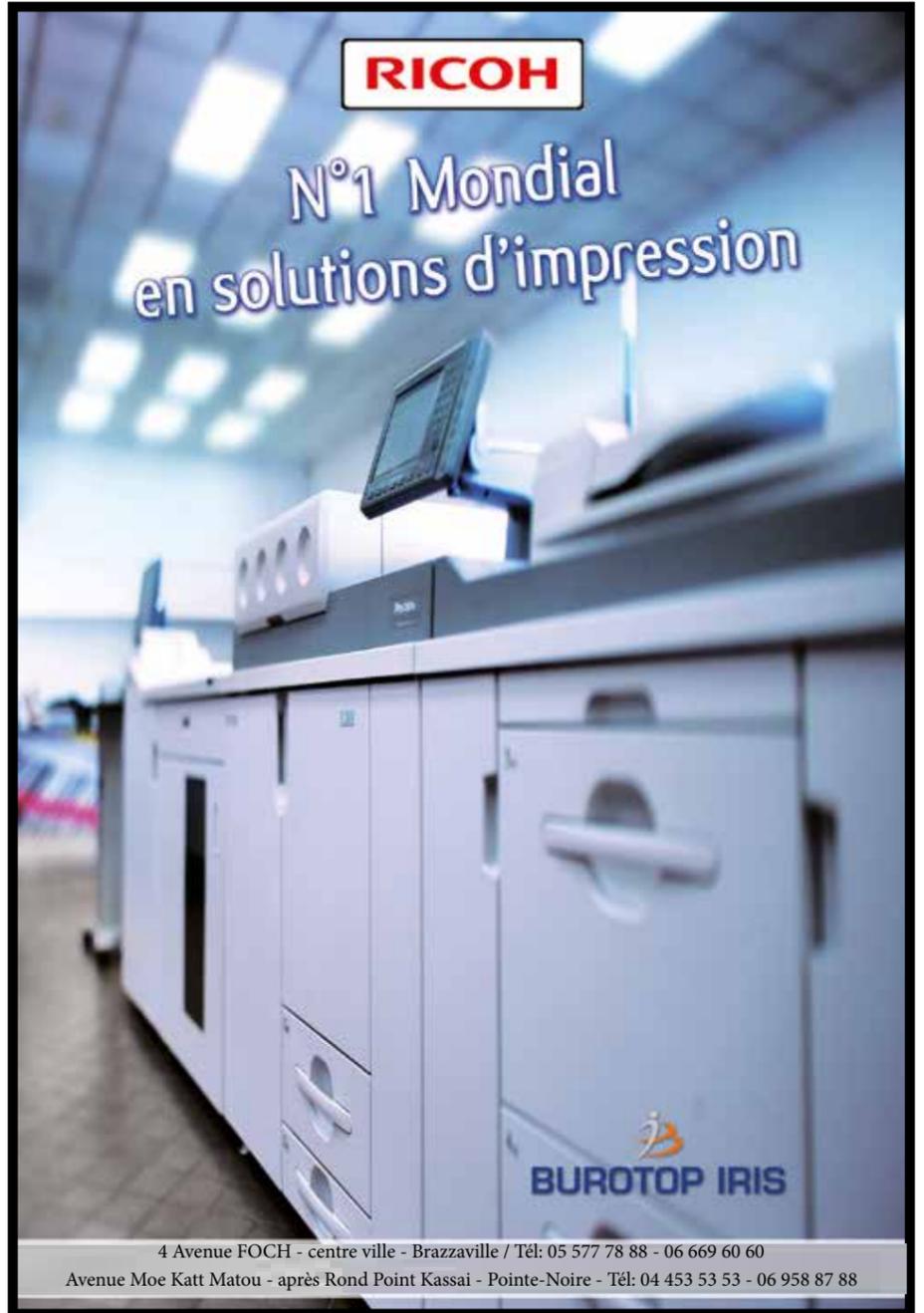


BUROTOP IRIS,
Distributeur officiel
en Afrique centrale.

BUROTOP IRIS

APC
by Schneider Electric

4 Avenue FOCH - centre ville - Brazzaville / Tél: 05 577 78 88 - 06 669 60 60
Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire - Tél: 04 453 53 53 - 06 958 87 88

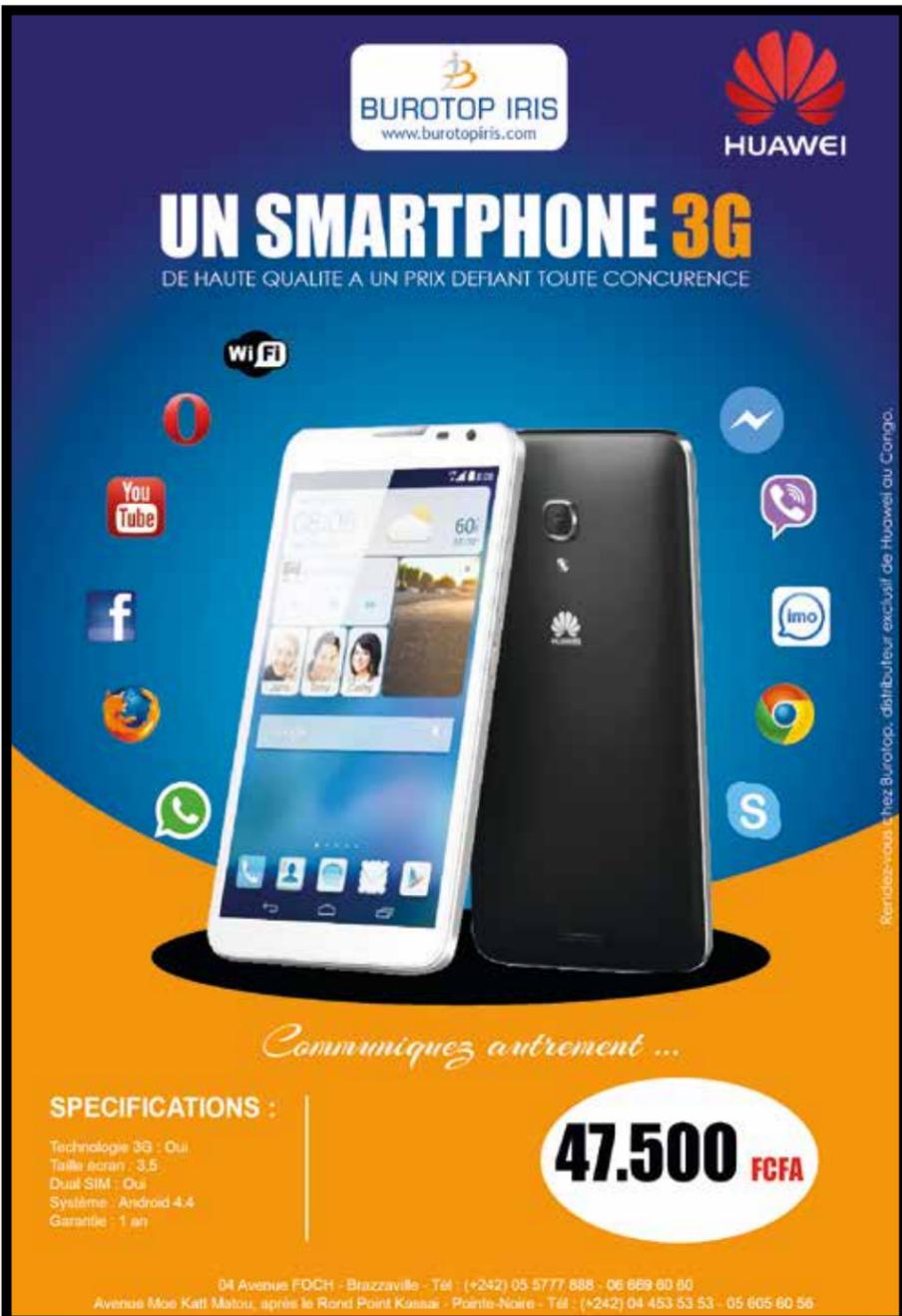


RICOH

N°1 Mondial
en solutions d'impression

BUROTOP IRIS

4 Avenue FOCH - centre ville - Brazzaville / Tél: 05 577 78 88 - 06 669 60 60
Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire - Tél: 04 453 53 53 - 06 958 87 88



BUROTOP IRIS
www.burotopiris.com

HUAWEI

UN SMARTPHONE 3G
DE HAUTE QUALITE A UN PRIX DEFIAANT TOUTE CONCURENCE

WiFi

YouTube, Facebook, WhatsApp, Chrome, Lmo, Messenger, etc.

Communiquez autrement ...

SPECIFICATIONS :

- Technologie 3G : Oui
- Taille écran : 3.5
- Dual SIM : Oui
- Système : Android 4.4
- Garantie : 1 an

47.500 FCFA

04 Avenue FOCH - Brazzaville - Tél : (+242) 05 5777 888 - 06 669 60 60
Avenue Moe Katt Matou - après le Rond Point Kassai - Pointe-Noire - Tél : (+242) 04 453 53 53 - 05 605 60 56

Rendez-vous chez Burotop, distributeur exclusif de Huawei au Congo.



BUROTOP IRIS

SAMSUNG

**les bourrages de papier
vous coûtent plus cher que le papier lui-même,
Essayez les imprimantes SAMSUNG
avec la technologie Anti-bourrage**

4 Avenue FOCH - Brazzaville - Tél: 05 5777 888 - 06 669 60 60
Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire - Tél: 04 453 53 53 - 05 605 60 56